

UNITED NATIONS INTELLECTUAL HISTORY PROJECT
The Graduate School and University Center, City University of New York
365 Fifth Avenue
New York, NY 10016

TRANSCRIPT OF INTERVIEW OF
BOUTROS BOUTROS-GHALI

BY

YVES BERTHELOT

Paris, May 5th 2001

Cette interview, revue et étendue pour couvrir les événements du 11 septembre 2001, a été publiée sous le titre *Démocratiser la mondialisation, Boutros Boutros Ghali, Entretiens avec Yves Berthelot*, aux. Editions du Rocher, Monaco, 2002.

Transcribed by Dosithée Berthelot

YVES BERTHELOT: M. le Secrétaire Général, je vous remercie d'avoir accepté cet entretien pour le Projet d'histoire des idées des Nations Unies. Si vous le voulez bien, nous pourrions commencer par la période de la formation et des choix. Vous avez choisi le droit international, vous avez fait une thèse sur le régionalisme, vous vous êtes intéressé à la politique internationale. Quels sont, dans les événements du moment ou dans votre héritage familial, les facteurs de ces choix ?

BOUTROS BOUTROS-GHALI: J'appartiens à la grande bourgeoisie égyptienne et ma famille a servi l'État. Mon arrière-arrière-grand-père, ou un membre de la famille, s'occupait des finances de Méhémet Ali. Mon arrière-grand-père était celui qui gérait la fortune du frère du khédivé, c'est à dire le roi d'Égypte qui, à ce moment-là, possédait une grande partie du territoire égyptien. Mon grand-père a été Premier ministre d'Égypte et plusieurs de mes oncles ont été ministres. Le Premier ministre des Affaires étrangères du roi était mon oncle paternel Wassaf Boutros-Ghali. Un autre de mes oncles était ministre de l'Agriculture, plusieurs de mes cousins germains étaient membres du Parlement. Du côté de ma mère, mon grand-père était le grand historien Michael Charoubim -nom qui est la traduction du mot chérubin- qui a écrit cinq volumes sur l'histoire de l'Égypte. Donc, j'appartiens à cette bourgeoisie qui a servi l'État. À cette époque, en Égypte, la richesse était d'origine foncière et ma famille possédait beaucoup de terres en Haute Égypte et en Basse Égypte. Ainsi, cette atmosphère familiale m'a amené à m'intéresser à la politique. Lorsque j'étais enfant et que l'on me demandait, comme on aime bien le faire aux enfants: « Qu'est-ce que tu veux devenir ? » Je répondais : « politicien ! » On me demandait alors: « Sais-tu ce que cela veut dire politicien ? » Je disais : « Oui, vaguement. » Je ne savais pas ce que c'était mais j'ajoutais : « Comme mes oncles, comme mon grand-père. »

À 18 ans, en 1940, j'ai fait la campagne de mon cousin qui voulait se faire élire député du quartier d' El-Fagalah. Il avait choisi comme siège de sa campagne électorale, la vieille maison de la famille qui se trouve maintenant dans un quartier pauvre du Caire mais qui était, il y a 100 ans, le quartier élégant de la ville. À cet âge, tout me poussait à la politique et j'avais des ambitions politiques. À cette époque, pour être politicien en Égypte, du moins c'était la coutume, il fallait avoir fait ses études de droit. J'ai donc fait mes quatre années de droit à la faculté de droit du Caire. Je n'étais pas du tout discipliné. Je ne suis pas sorti parmi les premiers mais plutôt parmi les derniers de ma promotion. À l'Université du Caire, entre 1940 et 1960, deux forces s'opposaient: le parti du Wafd, auquel ma famille appartenait, et les Frères musulmans. Il y avait aussi un troisième groupe restreint mais très actif, celui des communistes.

J'ai donc terminé mon droit en 1946 et j'ai tout de suite été à Paris pour préparer un doctorat en droit. J'avais obtenu quatre bachots, les deux bachots égyptiens et les deux bachots français. Je rêvais de devenir un spécialiste de philosophie de droit. Je suis donc arrivé à Paris en 1946; c'était l'après-guerre. J'étais extrêmement ambitieux à ce moment-là et je voulais faire un doctorat de lettres, un doctorat en droit et obtenir le diplôme du fameux Institut des sciences politiques. Je me suis rendu compte que je ne pouvais pas étudier les trois disciplines en même temps, alors je me suis contenté d'un doctorat en droit et du diplôme en sciences politiques. C'est à Paris que j'ai commencé à écrire des articles en arabe, qui paraissaient dans un quotidien qui s'appelait *Masr*, sur les événements politiques.

En réalité, mon premier article a paru dans un hebdomadaire quand j'ai fait mon premier voyage au Soudan avec un groupe d'étudiants en 1945. Le Soudan m'intéressait particulièrement puisque c'est mon grand-père qui avait signé, en 1899, le Traité avec la Grande-Bretagne qui a

créé le condominium anglo-égyptien du Soudan. J'ai donc fait mon premier voyage au Soudan pour connaître ce pays parce que, lorsque j'étais enfant, on me disait : « Ton grand-père a vendu le Soudan aux Anglais. » Je vous donne cette toile de fond pour vous dire comment je me suis intéressé à la politique et comment j'ai été amené à écrire mon premier article qui décrivait ce voyage entre l'Égypte et le Soudan. Il montrait comment l'Égypte et le Soudan sont séparés puisqu'il n'y a pas de chemin de fer direct d'un pays à l'autre. La ligne s'arrête à Assouan et reprend à Ouadi Halfa ; il fallait donc faire une traversée en bateau sur le Nil qui durait deux jours. Cette situation résultait de l'impérialisme anglais qui avait volontairement empêché la construction d'une ligne directe. C'était à nous, Égyptiens, de construire cette ligne pour relier Le Caire à Khartoum.

C'est à la suite de cette expérience que je pars en France où j'écris assez régulièrement des articles pour la presse arabe. Après avoir publié un des premiers articles consacrés à l'Algérie, j'ai été convoqué par mon oncle, ancien ministre des Affaires étrangères, qui habitait Paris une bonne partie de l'année et qui m'a dit : « Tu ne peux pas te permettre de critiquer la France puisque tu es un hôte de la France ; si tu veux continuer à écrire des articles antifrçais ou anticolonialistes, alors va continuer tes études en Suisse ou en Belgique mais ne reste pas en France. »

C'est à ce moment-là aussi que le Secrétaire de la Ligue arabe m'envoie une lettre dans laquelle il me nomme représentant officieux de la Ligue arabe à Paris. Je suis en contact avec des jeunes marocains et des mouvements nationalistes arabes. J'essaye d'aller en Algérie mais les autorités françaises refusent de me donner un visa. Comme je retournais toujours en Égypte pour les fêtes de Noël, pendant les trois années de mon séjour à Paris, je voulais suivre l'itinéraire « Paris-Alger-Le Caire » mais je n'ai pas pu le faire. C'est pour vous dire que je suis, à Paris, un

militant de la décolonisation. Je rêve d'un fédéralisme arabe. Le professeur Georges Scelle, qui enseignait le droit international, était un partisan d'un fédéralisme mondial. C'est lui qui, à ce moment-là, m'amène à m'intéresser au droit international. Je dois dire qu'en même temps je faisais mes études de sciences politiques. Après avoir passé mes deux diplômes, diplôme de droit public et diplôme d'économie politique, je choisis Charles Rousseau comme professeur et comme sujet de thèse : *Les ententes régionales*. La Ligue Arabe était la première entente régionale reconnue par l'ONU.

Je m'attelle donc à ma thèse que je finis rapidement en neuf mois et, en même temps, je passe ma dernière année de sciences politiques et sors le premier de la promotion de la section des Relations Internationales qui venait d'être créée à l'Institut des Sciences Politiques de Paris. J'avais alors comme professeurs Renou Vin, Siegfried, Chaumont, Susanne Bastide. Je me rappelle qu'à l'exposé oral - il y a un exposé oral pour l'obtention du diplôme qui doit durer une demi-heure ou une heure dont le sujet est tiré au sort- le sort m'avait donné le canal de Panama. Il fallait faire une comparaison entre Panama et Suez. Je connaissais bien Suez mais je connaissais mal Panama. Enfin, je me suis débrouillé et j'ai réussi. J'ai présenté ma thèse en juin 1949. Le jury était composé de Charles Rousseau, directeur de ma thèse, et de Mme Bastide. Je ne me souviens pas du nom du troisième professeur. Ayant terminé ma thèse, publiée chez Pedone en 1949 sous le titre de *Contribution à l'Étude des Ententes Régionales*, avec une introduction extrêmement élogieuse de Charles Rousseau, je rentre en Egypte, très pressé de revenir au Caire où je demande à pouvoir enseigner le droit international à la Faculté de Droit.

On m'explique que le droit international n'est enseigné que deux heures par an, en troisième année à la faculté de droit, et qu'il y a un professeur titulaire de cette chaire et un jeune

assistant envoyé aux États-Unis. Donc, je n'ai pas de place à la faculté de droit. On m'explique enfin qu'il y a un département des sciences politiques et que je pourrais y enseigner le droit international. Je suis nommé maître de conférence à la Faculté de Commerce de l'Université du Caire qui comprenait trois départements: un département de sciences politiques, un département d'économie, un département de gestion des affaires. Je crois même qu'il y avait un quatrième département. Je donne mon premier cours en octobre 1949 qui portait sur le droit international. J'enseigne donc le droit international et le droit diplomatique en 1949, en 1950 et 1951. En 1952, nous avons la Révolution.

J'allais régulièrement à l'Académie de droit international de La Haye pour me perfectionner, pour amasser le matériel nécessaire pour écrire mes articles. A cette époque, je publie dans la revue égyptienne de droit international. Mon premier article est sur le Pacte Atlantique Nord, en français. Je dois vous dire que j'écrivais sous un pseudonyme puisqu'en tant que maître assistant à l'Université du Caire, il m'était difficile d'écrire sous mon nom. J'écrivais ainsi dans un journal qui paraissait en français au Caire et s'appelait *La Patrie* et je signais Dr. Ibrahim. *Ibrahim* était le titre d'un livre de [John] Knittel racontant l'histoire du docteur Ibrahim: un docteur qui a fait ses études en Allemagne, qui revient en Égypte et essaye de faire des réformes dans son pays, puis repart très déçu en Allemagne.

Je suis foncièrement passionné par mon pays. J'ai une sorte de relation émotionnelle extrêmement forte à l'égard de l'Égypte, que ce soit à travers la campagne égyptienne, que ce soit à travers l'histoire égyptienne. Un livre m'a beaucoup influencé; c'était le livre de John Wilson, *The Burden of Egypt*, Chicago University Press, 1955. C'est un archéologue mais il donne la

philosophie de l'Égypte pharaonique que je retrouve chaque jour. Je vis donc avec passion l'histoire de mon pays.

En 1952, vous avez la Révolution qui est une révolution, je dirais, de gauche socialiste qui confisque ou enfin exproprie les terres. Mon père, très riche propriétaire terrien, était mort en 1951. Nous sommes alors quatre (mes deux frères, ma mère et moi), si bien que la fortune des immeubles et des terres est divisée en quatre. La réforme agraire n'a pas démoli la famille puisque, selon la première réforme, chacun avait le droit d'avoir 200 feddans (200 acres). Les propriétés de mon père devaient dépasser les 2000 feddans. On nous a confisqué 1200 feddans. Il nous en restait 800; chacun des membres de la famille ayant le droit d'avoir 200 feddans. C'est à cette période que je participe à la création de l'Institut des sciences politiques qui est en réalité un institut destiné aux officiers ayant fait la Révolution, les militaires voulant avoir une culture politique pour pouvoir gérer le pays. Ceci se passe en 1953.

En 1954, on m'offre une bourse de chercheur « Fulbright Professor » aux États-Unis et je passe une année à New York (1954-55). C'est une des périodes, disons, les plus enrichissantes de ma formation. En effet, ayant enseigné pendant quatre ans, de 1949 à 1954, j'étais un jeune professeur et j'ai reçu le choc américain sans trop souffrir. Cela m'a obligé à perfectionner mon anglais et pour donner des conférences dans cette langue à bien les préparer. En même temps, j'étais à New York à Columbia University, découvrant une méthode d'enseignement totalement différente de l'enseignement européen ou égyptien que j'avais connu à une époque où on se contentait de cours magistraux -sauf à l'Institut d'Etudes Politiques qui avait des séminaires. Aux États-Unis, tous les cours étaient basés sur les discussions. Je participais même à un cours qui était donné par trois professeurs pour quinze étudiants.

Je profite de mon séjour aux États-Unis pour écrire mon premier ouvrage en anglais, un petit ouvrage qui paraît dans *International Conciliation* et s'appelle *The Arab League: Ten Years of Struggle*. Je me rappelle que je cite un passage de Mauriac sur la justice au Maroc. Mme Ann Winslow qui dirigeait *International Conciliation* à la Carnegie Endowment a tardé à publier ce livre et je ne comprenais pas quelle en était la cause. Ils n'avaient pas confiance et me sentaient tellement pro arabe qu'ils avaient envoyé le livre à Paris pour voir si le passage de Mauriac était authentique ou avait été inventé ou transformé par moi. Enfin, cet ouvrage paraît et je fais une autre étude qui est *Anglo Yemeni Dispute*. J'avais découvert des documents intéressants à la bibliothèque de Columbia University. Je donne aussi des conférences dans certaines universités des environs ou je participe à des séminaires et à des tables rondes. Je m'empresse de retourner en Égypte en 1955. C'est à ce moment qu'a lieu la nationalisation du canal de Suez.

Je vis cette période assez difficilement, dans la mesure où mes ambitions politiques sont freinées puisque j'appartiens à ce que le système nassérien nommait les familles féodales. Comme les familles féodales n'ont pas le droit de participer à la vie politique, mes ambitions de devenir un jeune député puis un jeune ministre, et cetera, sont freinées. Si bien que mon ambition politique consiste à écrire. Je publie donc de nombreux ouvrages et articles en arabe.

Je participe, à la fin des années 1950, à la création d'un journal qui s'appelle *Al-Arham Iktisadi*, ce qui veut dire (*Al-Ahram*) « économique. » Je voulais imiter l'*Economist* anglais. Je voulais le faire paraître une fois par semaine. Je me rends compte que je n'ai pas les moyens de le faire puisque j'enseigne en même temps. Il paraît donc tous les quinze jours. C'est une grande aventure. C'est une première en Égypte d'avoir un journal économique, d'avoir une revue économique. *Al-Arham* paraît régulièrement tous les quinze jours ; le premier numéro a paru le

1er janvier 1959 mais j'avais commencé à travailler à partir de 1958. Ceci me donne évidemment une place à part dans l'enseignement puisque non seulement je suis professeur mais en même temps je dirige une des revues influentes du pays. Le secret de cette double activité ? C'est que je suis l'ami du propriétaire du grand quotidien *Al-Ahram* « économique », qui s'appelait Bichara Takla, et je deviens une sorte de porte-parole d'une certaine opinion politique. Ce quotidien défend le secteur privé et propriété. Il essaye de freiner la vague socio-communiste qui déferle en Égypte. Ainsi, l'image que je projette est celle de Boutros-Ghali, l'ancien féodal, faisant partie de la sociale-démocratie et essayant de freiner les excès idéologiques à travers ce journal. On me le reproche parfois.

C'est pendant cette période que je participe à la création d'une nouvelle faculté. C'est la faculté d'Économie et de Sciences Politiques qui réunit les départements d'économie de la Faculté de Commerce et de la Faculté de droit, le département des sciences politiques de la Faculté de Commerce et l'Institut des Sciences Politiques qui avait été créé auparavant. Cette nouvelle faculté se veut une faculté d'excellence qui serait limitée à une quarantaine d'étudiants. Nous avons effectivement, dans les années soixante, au moment de la création de cette faculté, la meilleure équipe de professeurs d'économie et de sciences politiques. Deux événements importants ont lieu ces mêmes années. Le premier est l'éclatement de l'union entre l'Égypte et la Syrie, en 1961, ce qui fait baisser beaucoup le tirage de *Al-Ahram* « économique ».

Pendant les événements de 1956, je participe à la création de la Société des Sciences Politiques et pendant les mois les plus tristes, novembre, décembre et janvier, où l'Égypte est agressée par la France, la Grande Bretagne et Israël, je participe à des conférences publiques, chaque semaine, sur la politique internationale qui sont suivies par toutes les ambassades en

Égypte. Je commence donc à me faire un nom dans l'enseignement à travers les conférences publiques presque hebdomadaires auxquelles participaient les militaires qui avaient été mes étudiants à l'Institut d'Études Politiques.

Je disais que deux événements viennent me donner certaines garanties parce qu'en 1961, il y a une nouvelle vague de mesures anti-féodales à la suite de l'éclatement de l'Union entre l'Égypte et la Syrie, très difficile à vivre pour la classe des propriétaires terriens : on confisque des terres, on vous met sous séquestre, on rentre dans les maisons pour vous interroger la nuit... Ayant perdu la Syrie, le régime est sur la défensive, donc il est beaucoup plus dur à l'intérieur. Pourtant, moi-même, j'ai bénéficié d'une certaine, je dirais, immunité dans la mesure où Mohamed Haykal, le nouveau rédacteur en chef de *Al-Ahram*, était un des proches conseillers du Président Gamal Nasser. Second événement, la fille de Gamal Nasser, Hoda, a été mon étudiante à la nouvelle Faculté d'Économie et de Sciences Politiques. Si bien que mes opinions, mes orientations politiques, mes analyses arrivaient aux pieds du souverain qu'était Gamal Abdel Nasser, à travers mes articles, à travers mes publications, mais surtout à travers sa fille qui exposait de nouvelles visions des choses, de nouvelles théories, de nouvelles explications. Le Président s'intéressait beaucoup à ce que disait sa fille et demandait d'où venaient ces idées : de M. Untel. J'ai ainsi bénéficié, disons, d'une certaine immunité-sécurité pendant cette période très difficile pour la classe à laquelle j'appartenais, période où on a confisqué, où on a séquestré, où on a emprisonné.

C'est à ce moment que je crée une nouvelle revue qui continue encore aujourd'hui et s'appelle *Al-Siyassa al-Daouliya* ; ce qui veut dire « Politique internationale ». C'est une revue trimestrielle qui paraît sur 200-300 pages. C'est là encore une première dans le monde arabe : il

n'y avait pas de revue spécialisée et cette revue a une vaste influence dans tout le monde arabe, comme *Al-Ahram* « économique ». J'en suis le rédacteur en chef et pour la première fois je décide d'apposer mon nom. Si bien que je suis rédacteur en chef de *Al-Ahram* « économique », que je suis le rédacteur en chef de la *Politique internationale*, *Al-Siyassa al-Daouliya*, et que je continue à enseigner à la Faculté d'Économie et de Sciences Politiques. Bien plus, je crois que c'est vers cette période que je suis nommé le directeur du département des Sciences politiques, poste que je garde jusqu'au moment où je quitte l'Université en 1977. J'associe donc en réalité trois activités importantes: rédacteur en chef de *Al-Ahram* « économique », rédacteur en chef de *Politique internationale* et directeur du département des Sciences Politiques à l'Université du Caire.

À côté de ces trois activités, je bénéficie de pouvoir voyager souvent, alors que l'Égypte était très fermée. Je participe donc à des conférences internationales ou aux activités de l'Académie de droit international. Il m'est arrivé aussi d'enseigner en France, à l'Institut des Hautes Études Internationales et de donner des conférences. J'ai donc presque quatre activités. Je publie beaucoup. Je publie dans *Al-Ahram* « économique » une page d'analyse d'économie politique. Je publie l'éditorial de la revue *Politique internationale* et je publie dans *Al-Ahram* quotidien des articles, plus des publications que je fais à l'étranger. Je donne un cours à La Haye sur l'égalité des États. Je publie un livre *Contribution à la théorie des Alliances* qui a été réédité par Pedone. Voici, si vous voulez, quatre activités qui me donnent une stature académique et politique.

Et là, je dois ajouter quelque chose : nous sommes tous membres du Parti unique, l'Union socialiste, puisque pour être professeur il faut être membre de ce parti dont la structure est

largement inspirée du parti communiste. Enseignant et journaliste, je fais en même temps parti du parti politique, le Parti unique. Mes activités continuent : écriture pour l'étranger, écriture pour des revues spécialisées, écriture pour la grande presse, conférences publiques, conférences à l'étranger. Évidemment, ceci éparpille un peu mes activités dans la mesure où je m'adresse à différents segments de l'opinion publique. J'essaye aussi de me faire connaître à l'échelle internationale, du moins dans les milieux des spécialistes de droit international.

Je m'intéresse beaucoup, dans mes écrits, en premier lieu, aux rapports entre le Nord et le Sud, et en second lieu, aux organisations internationales du Tiers Monde. C'est-à-dire que j'écris beaucoup sur la Ligue Arabe et sur le mouvement afro-asiatique. Je suis l'auteur du premier livre qui a paru sur l'Organisation de l'Unité Africaine. Je m'intéresse à ces sujets. En réalité, pourquoi les ai-je choisis ? D'abord par intérêt personnel mais aussi pour des raisons purement pragmatiques. Si j'avais voulu écrire quelque chose sur le Marché Commun européen, il y avait des milliers d'ouvrages déjà parus que j'aurais dû lire. Étant en Égypte, je n'avais pas l'occasion de le faire. Par contre, si j'écris sur la Ligue arabe dont tous les documents sont en arabe, j'ai un monopole. Si j'écris sur l'Organisation de l'Unité Africaine, j'ai aussi un quasi monopole. Ceci est indépendant de l'intérêt émotionnel -j'appartiens à cette région, je rêve de jouer un rôle politique dans cette région- et pour tenir compte de la compétition où je me trouve vis à vis de mes collègues étrangers qui ont facilement accès à toute la documentation dont je ne dispose pas. Je me concentre sur des sujets qui sont difficiles à aborder par les collègues qui ne possèdent pas l'arabe. Je publie donc beaucoup, que ce soit en arabe, que ce soit en français et parfois aussi en anglais.

1967, c'est la fameuse défaite de l'Égypte. Je vis cette période-là encore extrêmement difficile et je suis nommé, pour la première fois, un des premiers professeurs associés à la Faculté de Droit de Paris pendant l'année 1967-68. J'ai ainsi vécu les événements de mai 1968 à Paris ; et c'est en cette période que j'ai publié deux ouvrages en français. Le premier est *L'Organisation de l'Unité Africaine* et le second, qui parut aux Presses Universitaires de France, s'appelle *Le Mouvement afro-asiatique*. En réalité, ces deux ouvrages sont basés sur le cours que j'ai donné aux étudiants de doctorat à la Faculté de Droit. En même temps, j'écrivais mes éditoriaux en arabe à partir de Paris pour les revues du Caire. Fin 1968, je retourne au Caire pour continuer à ce rythme.

Vers les années 1975, je suis nommé membre du bureau politique de l'Union socialiste. Ceci me permet de diriger les activités de ce parti concernant la politique étrangère. J'ai ainsi des rapports avec le Parti du Congrès aux Indes et je conclus un accord avec le parti socialiste en France. J'essaye de faire entrer l'Union socialiste dans l'Internationale socialiste, mais on ne l'accepte pas parce qu'elle a un régime de parti unique. A la suite de cela, je décide de créer une internationale socialiste africaine avec trois Etats fondateurs avec Léopold Sédar Senghor comme président : la Tunisie, le Sénégal et l'Égypte. À toutes mes activités s'ajoute cette nouvelle activité qui en est une cinquième, pour ainsi dire, « membre du bureau politique ». J'ai donc un passeport diplomatique, j'ai une voiture, j'ai un chauffeur ; c'était une poste politique aussi importante que celui de ministre. Je passe un ou deux ans à ce poste et en 1977 je suis nommé ministre d'État.

YB: M. le Secrétaire Général, avant de passer à la période de vos fonctions ministérielles, permettez-moi de rappeler que la perspective de notre ouvrage est celle des Nations Unies. Vous n'avez pas employé le terme Nations Unies depuis le début de notre entretien.

BBG: Peut-être, mais elles étaient présentes dans nombre de mes publications et dans mes cours. Au contraire ! J'ai publié en 1955 le premier ouvrage paru en arabe sur les Nations Unies, avec une introduction du Juge à la cour internationale de Justice, Abdel Habid Badawy Pacha. C'est un gros ouvrage qui a pour titre *Les organisations internationales*, dans lequel je présente une théorie des organisations internationales. Je parle de la Société des Nations, je parle des différentes études du concept même des organisations internationales, depuis l'Abbé de Saint-Pierre jusqu'à Emmanuel Kant. Ayant fait des recherches pour trouver des auteurs afro-asiatiques, je découvre Al-Farabi, le philosophe qui parle de la « Cité vertueuse » et de l'ensemble des cités vertueuses donnant naissance à la « planète vertueuse ». C'est ce que j'ai repris dans mes discours aux Nations Unies. Je trouve aussi Abdel Rhamad Al Kawakibi qui a écrit un livre sur Om el Kora, la Mère des villes, et qui, lui encore, préconise l'établissement d'une organisation internationale pour associer tous les Etats musulmans.

Durant ces années-là, je donne des cours de droit international et d'organisations internationales, ma thèse de Doctorat étant basée sur les travaux de San Fransisco, articles 52, 53, 54, 55. Je poursuis enseignement et publications sur ces sujets pendant toute cette période. Vous pourriez trouver dans ma bibliographie de nombreux articles qui sont consacrés aux organisations internationales, aux rapports entre la Ligue et les Nations Unies, entre la Ligue et l'Organisation de l'Unité Africaine.

À Paris, je fais paraître le livre sur l'OUA. Je publie une étude sur *La crise de la Ligue arabe* dans l'*Annuaire français de droit international*, et dans *International Conciliation*, un commentaire de la charte d'Addis-Abeba, en anglais.

Je m'intéresse aux organisations internationales, à partir de ma thèse. Il est vrai que je ne l'ai pas mentionné plus tôt, mais si vous prenez mon c.v., vous verrez que j'ai consacré une dizaine d'études sur toutes les organisations internationales, sur le Pacte Atlantique, sur le Pacte Balkanique, sur le mouvement Afro-Asiatique, sur les Non-alignés. Je suis considéré comme un des théoriciens du non-alignement et cette idée de la démocratisation des relations internationales est un concept qui a pour origine la politique du non-alignement.

Je vulgarise ces problèmes dans des articles, dans *Al-Ahram* quotidien, dans des revues spécialisées. Je consacre un numéro spécial sur le désarmement, je consacre des numéros spéciaux sur l'Afrique. Mon premier article qui a paru dans le premier numéro de la revue *Politique Internationale*, est sur la bombe atomique chinoise; c'était un mois après l'explosion de la bombe.

Tous les sujets de mes articles et toutes mes conférences tournent autour des conflits internationaux. En 1975, je fais une tournée en Afrique comme ambassadeur de la Ligue arabe pour défendre le projet d'une nouvelle organisation internationale qui associe le monde arabe avec le monde africain, et en mars 1977, vous avez le premier sommet arabo-africain qui établit cette organisation qui n'aura qu'une courte existence.

Je dois vous rappeler que je participe en 1955 à la parution d'un livre sur les Nations Unies qui était *Egypt and the United Nations*. C'est la Carnegie Endowment qui, à l'occasion du dixième anniversaire des Nations Unies, a demandé aux sociétés savantes couvrant les domaines économique, politique et juridique, à travers le monde, de faire paraître le point de vue de leurs pays respectifs. Vous avez eu *France and the United Nations*, *Belgium and the United Nations*, et cetera. Alors pour moi, c'est *Egypt and United Nations*. Donc, les Nations Unies, les

organisations internationales, les rapports entre le Nord et le Sud, le non-alignement, le fédéralisme arabe, tout ceci sera une toile de fond de mes articles dans les différents journaux et revues avec lesquels je collabore.

YB: Par exemple, Bandung. Cet événement a-t-il marqué en Égypte ? Est-ce vous qui avez fait connaître l'importance de l'événement à travers vos articles ?

BBG: Je l'ai fait connaître à travers des articles et j'ai publié l'ouvrage intitulé *Le mouvement afro-asiatique*: c'est Bandung et ses origines. Parmi les petits livres que j'ai publiés, un d'entre eux a eu beaucoup de succès; il s'appelait *Le Gouvernement mondial* : quels sont les auteurs des manuels qui ont pensé, qui ont rêvé d'un gouvernement mondial ? À ce titre, me semble-t-il, j'ai fait partie d'un jury de concours organisé pour les jeunes par la Chambre des Communes anglaise sur les personnalités qui ont joué un rôle dans l'histoire de l'humanité pour promouvoir la paix mondiale. En conclusion, toutes mes publications avaient des objectifs très politiques.

YB: Oui, c'est juste; tout ce que vous avez dit est très politique. A cette époque-là, toutes les réflexions qui pouvaient être menées sur le développement ne sont-elles pas des thèmes auxquels vous vous intéressiez ?

BBG: Certainement, mais je me suis intéressé à ces thèmes dans une perspective économique et politique. D'abord je me suis intéressé aux indépendances de ces pays et à la décolonisation. J'étais en contact avec le bureau du Maghreb au Caire, rattaché en 1955 à la Ligue arabe. Celle-ci s'occupait de la décolonisation du monde arabe. J'ai suivi la formation des regroupements africains, le groupe de Casablanca et le groupe de Monrovia, avant leur fusion en

1963 au Sommet d'Addis Abeba, au moment de la création de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine).

Décolonisation politique d'abord, décolonisation économique ensuite. J'ai écrit sur les concepts de néocolonialisme, de domination économique et culturelle et de micro nationalisme. J'ai analysé le non-alignement. Dans le conflit entre l'Est et l'Ouest, nous devons être neutres. Par contre, dans le conflit entre le Nord et le Sud, nous devons être alignés et nous battre pour la décolonisation.

YB: Oui, mais par exemple, pendant la période que vous venez de couvrir, l'OPEP a été créée et le premier choc pétrolier a eu lieu.

BBG: Je pense avoir été un des premiers à appliquer la théorie américaine des " flexible response " et " massive retaliation " au contexte pétrolier. Ceci, dans un article qui a paru dans le quotidien *Al-Ahram* le 5 mai 1973 et qui est passé un peu inaperçu dans l'opinion publique égyptienne, mais a été très remarqué par les grandes sociétés pétrolières.

En 1967, quand on s'est fait battre au Sinaï, au cours de la première réunion que j'ai tenue pendant la période qui a suivi la défaite, j'ai déclaré : « L'arme que nous allons utiliser maintenant est celle du pétrole ». Celui qui m'a aidé à concevoir stratégie était le représentant du PNUD au Caire M. Perez Guerrero. Celui-ci habitait dans notre immeuble; il avait loué, d'un de nos locataires, un appartement et je le voyais régulièrement. Nous nous étions liés d'amitié puisque nous habitons le même immeuble, et c'est lui qui m'avait dit en 1955 ou début 1956 : « Si jamais vous arrivez à établir un lien entre mon pays, le Venezuela producteur de pétrole, et les producteurs de pétrole du monde arabe, rien qu'un cadre de consultation, cela vous donnera une force invraisemblable à l'égard du monde industriel ». C'est à partir de ces conversations avec

Perez Guerrero que j'ai développé dans une série d'articles et de conférences, l'idée d'utiliser le pétrole comme l'arme qui serait notre arme atomique, à nous. C'est ainsi que j'ai écrit sur la *flexible response*, l'idée étant de commencer par une réduction graduelle de la production pétrolière : la première semaine, on réduit la production de cinq pour-cent. S'il n'y a pas d'accord, si l'on n'obtient pas ce que l'on demande, le mois suivant on réduit de cinq pour-cent encore, et cetera. C'est cette politique qui a été appliquée en 1967.

YB: La guerre était en 1967, mais y a-t-il eu une réponse à ce moment-là ? Immédiate ?

BBG: Non, il y a eu une réunion des pays pétroliers et la création de l'OPEP en 1969. En 1973, au début de l'année, j'ai dirigé un séminaire de quatre semaines à Abou Dabi, devant les jeunes futurs diplomates des pays du Golfe qui étaient tous présents. C'est là que j'ai défendu le concept du pétrole comme arme.

YB: C'était donc juste avant le choc pétrolier. Mais l'idée circulait auparavant.

BBG: L'idée a été reprise et développée à travers des articles, à travers des tables rondes que j'ai animées, à travers un numéro spécial de *Al-Ahram Iktisadi*. Parce que, voyez-vous, après la défaite de 1967 qui était une défaite extrêmement grave, il fallait remonter le moral. Je disais donc : « Mais oui, on a perdu une bataille mais on n'a pas perdu la guerre et nous avons l'arme du pétrole ».

C'est à partir de ce choc pétrolier que les pays africains se sont mis à genoux. C'est à ce moment-là que j'ai contribué à créer le rapprochement entre le monde africain et le monde arabe, que j'ai fait ma tournée en 1975 en Afrique en tant qu'ambassadeur de la Ligue Arabe pour défendre cette stratégie et c'est au Caire, en mars 1977, que le premier sommet « monde arabe-

monde africain » s'est tenu : une alliance entre la Ligue Arabe et l'Organisation de l'Unité Africaine.

YB: Vous aviez donc fait cette tournée avant d'être ministre.

BBG: Ah! Oui, oui, oui, tout ceci se passe bien avant d'être ministre. Je ne suis nommé ministre que vers septembre 1977, mais c'est en mars 1977 que s'est tenu le sommet afro-arabe. La tournée que j'ai faite en tant qu'ambassadeur de la Ligue arabe était en 1975.

YB: Avez-vous, d'une façon ou d'une autre, participé au débat sur le nouvel ordre économique international qui a suivi le premier choc pétrolier et qui s'est tenu en 1974-75, à Paris, avenue Kléber.

BBG: Non, je n'ai pas participé à cette réunion.

YB: La création de la CNUCED était en 1964. Était-ce quelque chose qui paraissait important en Égypte à l'époque ?

BBG: Oui, car il y avait Kaissouni qui était ministre des Finances et qui a joué un rôle important.

YB: Très bien. Vous êtes ministre, maintenant. Nous sommes en 1977. Vous êtes ministre d'État.

BBG: Non. Pendant un mois ou deux mois, j'étais ministre d'État à la Présidence et on m'avait chargé des rapports entre l'Égypte et le Soudan. Je reviens au Soudan, je reviens à l'Afrique, je reviens au traité de 1899 qu'a signé mon grand-père -je me sens, en quelque sorte, en continuité avec la politique familiale. Bien plus, je défends l'importance des rapports que l'Égypte doit avoir avec les organisations non gouvernementales, avec les partis politiques. Cet intérêt est dû aux deux années passées au bureau politique de l'Union socialiste où j'étais chargé

des rapports avec les autres partis socialistes. J'ai tout de suite compris que la politique étrangère n'était plus limitée aux rapports entre ministres des Affaires étrangères, mais qu'il fallait faire appel aux acteurs non étatiques. D'où les efforts que j'ai entrepris afin que l'Égypte fasse partie de l'Internationale socialiste.

En 1981, Jean-Pierre Cot, le Premier ministre de la Coopération du Président Mitterrand, est venu me voir au Caire. Il m'a demandé : « Vous êtes Ministre d'Etat, qu'est-ce que vous faites exactement ? » - « Je travaille avec le Premier Ministre, Je m'occupe des relations avec le Soudan mais je m'occuperai aussi des organisations non gouvernementales. » - « Ce n'est pas possible ! Comme vous êtes progressistes ! Nous, nous n'y avons pas pensé dans nos ministères » me répond-il.

Mais tout cela n'a pas duré longtemps parce qu'au moment de la visite de Sadate à Jérusalem, en novembre, vers le 15 ou 16 novembre, on me nomme ministre d'État pour les Affaires étrangères et puis ministre des Affaires étrangères. J'ai donc abandonné tous ces travaux-là et j'ai passé quinze ans au ministère des Affaires étrangères, avec différents titres.

YB: Vous êtes un intellectuel qui arrivez comme ministre des Affaires étrangères. Comment utilisez-vous l'héritage de vos réflexions académiques ?

BBG: Évidemment, je me suis intéressé au monde arabe. J'ai écrit énormément -je vous disais que j'étais un écrivain prolix- sur les problèmes entre le monde arabe et Israël. J'ai écrit qu'il fallait reconnaître l'État d'Israël, que l'État d'Israël allait être englobé dans le monde arabe, que si l'État d'Israël voulait vivre, il devait s'arabiser, donc que la langue arabe devienne une langue première là-bas à côté de l'hébreu. Dans mes scénarios, j'envisageais Israël comme une sorte de Hongkong au milieu du monde arabe, parce que mon rêve d'une fédération arabe

continuait. Ce sont ces articles qui ont été analysés par les services et les centres de recherches israéliens. J'ai tenu une table ronde, au Caire, avec des Israéliens qui avaient la double nationalité américaine et israélienne. Ce sont tous ces événements qui ont fait croire aux Israéliens que je suis l'auteur du scénario de la visite de Sadate à Jérusalem. Ce qui est faux. Mais dans leur esprit, étant le seul « intellectuel » dans ce groupe de politiciens qui accompagnaient le Président, je devais être le metteur en scène de cette visite historique. La presse arabe a repris ce thème à sa manière et on a donné cette formule élégante mais dure « l'ingénieur académique du défaitisme arabe » : c'est l'académicien, c'est le penseur, c'est l'intellectuel qui a contribué à la reddition devant Israël et qui a prôné le dialogue avec Israël. C'est donc lui qui a établi le scénario de la visite de Sadate à Jérusalem. J'en aurais été très fier si cela était vrai, mais ce n'est pas vrai ; j'étais le dernier à être au courant de cette visite. Évidemment, Sadate m'a demandé de préparer le discours, le fameux discours à la Knesset.

YB: Oui c'était extraordinaire !

BBG: Qu'il n'a jamais utilisé !

YB: Moi, je le regardais à la télévision en direct. C'était un moment émouvant de l'époque, vraiment le plus émouvant.

BBG: Depuis ce moment-là, j'ai passé de longues années à m'occuper uniquement du dialogue arabo-israélien, égypto-israélien.

YB: Quand vous êtes devenu ministre des Affaires étrangères, c'est devenu votre priorité ? Ou bien est-ce une priorité qui vous a été donnée par le Président ?

BBG: C'est une priorité qui m'a été donnée par le Président, mais à cause du Soudan, je continuais à m'intéresser au monde africain. Nous avions deux ministres des Affaires étrangères,

qui étaient à égalité. Toutefois, si on voulait distinguer l'un de l'autre, on en nommait un vice-Premier ministre qui était alors supérieur à l'autre. J'ai passé quinze ans avec différents vice-premiers ministres. Ainsi, bien que quatre-vingts pour-cent de mon temps aient été consacrés au problème des négociations avec Israël, pour les vingt pour-cent qui restaient, je m'occupais de l'Afrique.

Je donnais une raison apparente de mon intérêt à mon patron en disant : « Nous sommes isolés du monde arabe, mis à la porte du mouvement islamique ; on est sur le point d'être mis à la porte des Non-alignés, au moins qu'on s'attache à l'Afrique », parce que le *leadership* de l'Égypte, jusqu'alors, était multiple. C'est elle qui dirigeait le mouvement des Non-alignés avec la Yougoslavie et l'Inde, c'est elle qui avait dirigé la Ligue Arabe et c'est elle, avec l'Algérie, qui dirigeait l'Organisation de l'Unité Africaine. Donc l'Égypte avait joué un rôle de chef de file dans trois grands cercles politiques, et également dans l'Islam, quatrième grand cercle. Alors que nous perdions ce *leadership* après la visite de Sadate à Jérusalem, j'ai dit au Président : « Il faut au moins garder l'Afrique. »

Mais en réalité, mon intérêt pour l'Afrique a une autre raison essentielle : les sources du Nil. La sécurité de l'Égypte dépend de l'Afrique bien plus que d'Israël. Il ne pleut pas en Égypte et les eaux du Nil proviennent de sept pays africains : le fleuve traverse le Soudan -le Nil bleu vient d'Éthiopie pour soixante-dix ou quatre-vingts pour-cent des eaux- et le Nil blanc est alimenté par le lac Victoria qui appartient au Kenya, à l'Ouganda, à la Tanzanie, et par des affluents venant du Burundi, du Rwanda et du Zaïre. Si nous voulons faire de nouveaux barrages pour réguler le débit du fleuve, nous ne pourrions le faire qu'à partir de barrages construits en amont, dans ces pays. Nous devons donc avoir des rapports extrêmement importants avec ces

pays. Ces pays sont contigus à d'autres pays africains, je dois donc m'intéresser à toute l'Afrique. Pendant mes quinze années au Ministère des Affaires étrangères, j'ai consacré énormément de temps à l'Afrique. Et j'ai, pour ainsi dire, abandonné l'Europe ; je ne me suis pas occupé de l'Europe dans la mesure où tous les ministres voulaient y aller. Personne ne s'intéressait à l'Afrique, personne ne s'intéressait à l'Amérique latine et très peu s'intéressaient à l'Asie. J'ai donc choisi les domaines d'intérêt toujours par besoin d'équilibre, que ce soit l'Amérique latine ou l'Afrique ou l'Asie. L'Asie notamment était notre partenaire du non-alignement.

YB: C'est un choix politiquement important. Effectivement, avez-vous mis en place un programme de l'eau ?

BBG: Mais évidemment ! J'ai créé ce qu'on appelle le groupe Undugu—qui veut dire « Fraternité » en swahili. J'ai voulu lier l'électrification du barrage d'Inga à celle du barrage d'Assouan. J'ai tenu des réunions régulières des ministres des Affaires étrangères des pays du bassin du Nil. J'ai tenu une réunion des ministres de l'irrigation ; j'ai envoyé ces ministres examiner le projet du Mékong. J'ai fait un exposé sur les problèmes du Nil au Sénat américain -à ce moment-là, Al Gore était sénateur et a présidé avec moi cette séance. J'ai tenu une conférence internationale sur les problèmes de l'eau en Afrique, au Caire. Et au bout de dix années de travail assidu -parce que chaque fois qu'il y avait un changement de gouvernement, il fallait tout recommencer dans les pays en question- je suis arrivé à trouver une idée mobilisatrice pour encourager les états à accepter de coopérer sur l'utilisation des eaux du Nil. Parce que mes interlocuteurs disaient : « Mais enfin, vous allez construire un barrage, vous allez inonder nos villages. Qu'est-ce que nous avons comme avantage ? » Je répondais : « Vous aurez de l'eau. » - « Nous n'avons pas besoin d'eau, nous avons la pluie. » - « Mais si vous cultivez avec l'irrigation,

vous pourriez avoir trois récoltes par an ; avec la pluie, vous n'avez qu'une seule récolte. » - « Ah! Pour le moment, cela ne nous intéresse pas. » Alors je reprenais : « Vous pouvez avoir de l'électricité. » - « Oui, oui, mais nous n'en avons pas besoin. » Et c'est à ce moment que j'ai pensé aux semi-conducteurs. Nous allons pouvoir lier toutes les productions d'électricité et exporter de l'électricité à l'Europe. Ainsi, j'ai obtenu un fonds de la BAD, Banque Africaine de Développement, pour faire une étude de faisabilité de l'interconnexion des réseaux électriques des États du bassin du Nil. L'intérêt de ce projet était que 1) vous ne touchez pas à la souveraineté des États, 2) vous allez créer une source de revenus. Si vous n'avez pas de barrage, il est facile de les calculer : vous allez percevoir des *royalties* sur le courant électrique qui passe chez vous, d'Inga à Assouan. Vous allez avoir des revenus comme si c'était du pétrole; vous n'avez pas de pétrole, mais vous allez vendre à l'Europe de l'électricité qui est une énergie propre. Je n'ai plus suivi la question à partir de 1992, lorsque j'ai été élu aux Nations Unies, mais cela a pris forme.

Mon intérêt pour l'Afrique était donc essentiel. Dois-je vous rappeler que les Pharaons avaient deux politiques : une politique de sécurité, défensive à l'égard de l'Asie, et une politique d'intégration à l'égard de l'Afrique parce que les sources du Nil s'y trouvent. J'ai fait de ma politique africaine une priorité absolue.

Dans cette double perspective, historique et géographique, j'ai fait des conférences aux écoles militaires, aux généraux égyptiens, disant : « Vous vous trompez, la sécurité de l'Égypte n'est pas en Asie, ce n'est pas Israël ; Israël est un épiphénomène, il va perdre toute importance militaire un jour. Le véritable problème, c'est le sud : que ce soit le point de vue des pharaons, que ce soit Mohamad Ali, que ce soit la véritable sécurité de l'Égypte. Demain, si l'Éthiopie construit deux barrages pour utiliser son eau, parce qu'elle a des déserts, ou le Kenya -la moitié du

Kenya est en désert et ils utilisent déjà l'eau du lac Victoria- cela va être déduit de la quantité d'eau qui vient en Égypte. On vous tient par le cou. Les sources du Nil sont la véritable sécurité de l'Égypte. Ce n'est pas Israël. »

YB: Mais justement, ils peuvent toujours couper l'eau, malgré les accords que vous avez passés.

BBG: Mais à partir du moment où on arrive à créer un organisme- comme celui du Mékong-régional, technique, qui dirige cette répartition, il y aura de l'eau pour tout le monde si c'est bien organisé. Actuellement il y a des études faites par la Commission Économique pour l'Afrique, par la Banque Mondiale. Le problème des eaux du Nil est devenu un problème qui intéresse enfin la communauté internationale.

Dans un autre ordre d'idée, j'ai aussi pensé faire construire avec les Italiens l'autostrade « sole-sole », autoroute qui partirait d'Alexandrie, passerait dans le désert -donc ne confisquerait pas la terre agricole de l'Égypte- et irait jusqu'à Port-Soudan. Comme de Djedda à Port-Soudan, il faut une heure d'hydroglisseur, cela permettrait à nos riches princes arabes de venir dans leurs grosses voitures et de remonter jusqu'en Europe en trouvant des motels italiens sur la route.

J'ai voulu créer une *Tennessee Valley* autour du lac Nasser, dans laquelle on détacherait la province soudanaise et la province égyptienne du lac pour en faire une entité qui, elle, pourrait négocier avec les sociétés multinationales pour réaliser un nouveau pôle d'attraction autour de l'eau douce du lac Nasser, construire des villes, développer le tourisme, faire du temple d'Abou-Simbel un centre de pèlerinage. J'ai participé à toutes les réunions d'intégration entre l'Égypte et le Soudan en tant que Ministre d'État.

YB: L'héritage familial était fort !

BBG: Oui. Vous savez ce qu'ils ont fait ? Ils ont décidé de créer une super-organisation avec le gouverneur de la province d'Assouan et le gouverneur de la province de Nubie du Soudan. Conclusion, vous aviez une triple bureaucratie. Évidemment, cela n'a rien donné, un échec total. Et aujourd'hui, rappelez-vous que mon premier voyage a eu lieu en 1944 ou en 1945, donc il y a 55 ans, le chemin de fer qui doit relier Le Caire à Khartoum n'a toujours pas été créé et le lac Nasser divise l'Égypte et le Soudan.

YB: Pendant toute cette période, comme ministre, vous avez décrit les efforts bilatéraux que vous avez faits, mais dans ces efforts africains, la Commission Économique pour l'Afrique a-t-elle été d'une utilité quelconque ?

BBG: Non, parce que je m'intéressais surtout à l'Organisation de l'Unité Africaine. Je m'intéressais moins à la Commission économique. Je me suis arrangé pour y nommer un Egyptien, je me rappelle, et je voulais même que le directeur de cette commission soit un Egyptien, mais je n'ai pas réussi. J'ai créé le fonds égyptien pour la coopération avec l'Afrique. J'ai créé ce fonds en 1978 ; il a commencé à fonctionner en 1979 et a commencé à bien tourner en 1980. C'était un fonds qui était assez limité -des dizaines de millions de livres égyptiennes- mais qui a eu un impact énorme sur tout le continent africain.

J'ai essayé de collaborer avec des ministères de la Coopération en France, en Allemagne, dans les pays scandinaves, aux États-Unis, en Italie. J'ai échoué. En revanche, j'ai vu le Premier Ministre Nakasoné, au Japon. Je lui ai proposé une collaboration. Il m'a dit : « C'est nouveau, je n'ai jamais entendu cette idée. Laissez-moi réfléchir. Je vais vous envoyer une délégation », et jusqu'à aujourd'hui, nous avons comme partenaire le Japon, sur une base très simple ; je ne veux pas être le mercenaire du Japon : « Vous payez cinquante pour-cent, je paye cinquante pour-

cent ». Nous avons ainsi entraîné plus de mille officiers de police africains, notamment pour la lutte contre la drogue, à l'Académie de police au Caire. J'ouvre une petite parenthèse : l'année dernière, en tant que Secrétaire de la Francophonie, je passe la frontière entre le Togo et le Bénin et je comprends qu'on me dit : « L'officier qui s'occupe de la frontière veut que vous veniez », alors tout le monde s'exclame :

« Quoi ? Son excellence ne descend pas de la voiture ! C'est inadmissible ! » Mais je dis :

« Pourquoi compliquer les choses ? Si le douanier ou le policier demande à me voir, je vais le voir. » Il vient et me salue : « Vous ne vous rappelez pas de moi ? J'étais un de vos étudiants au Caire. » Je donnais, en effet, une conférence inaugurale à l'arrivée de chaque promotion de jeunes officiers de police.

Nous avons donc entraîné mille policiers pour la lutte contre la drogue, des garde-malades et des infirmières dans nos hôpitaux. Tous les pilotes des ports qui étaient des expatriés sont devenus africains -comme le canal de Suez était fermé, j'ai utilisé les pilotes du canal et l'Académie navale d'Alexandrie pour former les pilotes africains. Nous avons une mission permanente à Djibouti, une autre à Lagos, une troisième à Accra. Nous avons envoyé au Cameroun quarante professeurs de mathématiques. Évidemment, on a dit que ces professeurs égyptiens ne savaient pas parler le français. Alors l'ambassadeur d'Égypte, par ses investigations, a su que le fils du ministre suivait les cours dans une école secondaire où enseignait un de nos professeurs. Il propose donc au ministre de faire venir son fils et de l'interroger : « Ce professeur égyptien, tu comprends son cours ? » demande le ministre. « C'est parfait, Papa ; il est excellent. Il parle très mal le français mais nous comprenons, c'est des mathématiques. » Alors l'ambassadeur dit : « Vous voyez, ils vont apprendre le français, ce n'est pas important. » À

travers ce fonds, j'ai créé une présence égyptienne dans toute l'Afrique et j'ai obtenu l'aide financière du Japon qui payait, dans certaines opérations, cinquante pour-cent des frais. Et ce fonds fonctionne jusqu'à présent, et même très bien. Quand, il y a deux semaines, j'ai été à Brazzaville, en descendant d'avion, j'ai trouvé l'ambassadeur d'Égypte et quarante coopérants égyptiens alignés pour me saluer. Il me dit : « Ce sont vos enfants, Monsieur le Ministre ! » Vous imaginez l'effet que cela a fait devant les autorités locales. Je devrais mentionner aussi ma propre émotion : voir que le fonds fonctionnait encore.

YB: C'est formidable ! C'est intéressant. Cela me fait penser que, similairement, la Commission Économique pour l'Europe avait beaucoup travaillé, dans la fin des années quarante et le début des années cinquante, à régler les disputes sur l'utilisation d'un fleuve frontalier pour installer des centrales : à qui appartient l'électricité ? A qui appartient l'eau ? Comment commercialiser l'électricité ? Comment tous peuvent-ils en profiter ? Cela avait donné lieu à beaucoup de négociations qui avaient été constructives. Et la Commission Économique pour l'Europe a même reçu une décoration yougoslave pour cette opération. Je vous dis cela simplement parce que je vous avais parlé de la Commission Économique pour l'Afrique.

BBG: J'ai essayé de mobiliser la Commission Économique pour l'Afrique, maintenant que vous me dites ceci, pour étudier les problèmes du Nil. Mais ils ont eu des directeurs peu intéressés à ce projet.

YB: C'était juste une question pour ne pas perdre de vue les Nations Unies. D'ailleurs, dans vos fonctions, n'aviez-vous aucune responsabilité dans vos compétences de ministre des Affaires étrangères dans les relations avec New York ? Alliez-vous aux Nations Unies ?

BBG: Oui, j'allais aux Nations Unies ; j'étais le chef de la délégation. Mais Sadate ne s'intéressait pas aux Nations Unies. Il me disait : « Écoute, envoie n'importe qui pour l'Assemblée Générale, j'ai besoin de toi ici. » Il me fallait, donc, à chaque fois trouver de bons motifs pour que le Président me laisse partir. Néanmoins, j'ai été souvent chef de la délégation pour l'Assemblée Générale, fin septembre - début octobre, au moins cinq ou six fois.

YB: L'Égypte n'a-t-elle pas été au Conseil de Sécurité pendant cette période ?

BBG: Si, si, je suis arrivé à faire élire l'Égypte. Je me rappelle. C'était durant la conférence France-Afrique à Vittel, en 1983. Je me levais à 7 heures du matin et j'allais rencontrer les chefs d'État africains, un à un dans leur chambre d'hôtel, pour leur demander l'appui de leur pays pour voter à l'Assemblée Générale. Alors au Caire, tout le monde disait : « Tu risques beaucoup, tu vas perdre, ce sera une humiliation ! » Et l'Égypte a été nommée membre du Conseil de Sécurité.

YB: Mais alors là, le ministre n'a pas l'occasion d'y aller ?

BBG: Toute l'opération du traité de paix avec Israël s'est passée en marge des Nations Unies. Nous voulions la participation des Nations Unies mais Israël ne voulait pas et l'Amérique ne voulait pas.

YB: Oui. C'est toujours pareil. Mais vous, vous vouliez ?

BBG: Oui, moi je voulais. Bien plus, au moment où nous devions établir des forces des Nations Unies au Sinaï - selon l'accord - les Arabes se sont opposés à la constitution de cette force.

YB: Les Arabes l'ont empêché ?

BBG: Évidemment, puisqu'ils étaient contre l'accord ! Accepter une présence onusienne signifiait approuver le traité ! J'ai fait une tournée en Amérique latine en 1980 pour obtenir la participation des puissances latino-américaines à une force multinationale sans rapport avec les Nations Unies.

Comme ministre des Affaires étrangères, j'ai couvert des domaines variés. J'ai fait des tournées en Amérique latine. J'ai été aux Indes. C'est moi qui avais en charge les rapports spéciaux avec le Japon. C'est moi qui ai contribué au rapprochement avec la Russie malgré l'opposition, au début, de Moubarak - Moubarak suivait la position de Sadate qui était foncièrement anticommuniste.

Quand j'ai voulu faire entrer l'Égypte dans la Francophonie, quel a été l'argument que je donnais ? Toute la politique égyptienne était de ne pas être sous l'influence d'une seule puissance. Au XIXe siècle, l'Égypte était occupée militairement par la Grande Bretagne. On faisait alors appel à la France ; on a joué la France contre l'Angleterre pendant tout le XIXe siècle. Puis pendant la guerre froide, on a joué la Russie contre l'Amérique. Maintenant, nous avons rompu avec la Russie à partir du moment où nous avons commencé le processus de paix avec Israël, puisqu'une des conditions tacite était que seule l'Amérique s'en occuperait. L'Europe était rejetée et la Russie était rejetée. Alors, au moins, nous faisons quelque chose avec la France qui est le pays le plus indépendant dans le cadre du groupe atlantique pour contrebalancer l'hégémonie américaine. C'est ainsi que j'ai poussé l'Égypte à devenir membre de la Francophonie, ce qui, en même temps, facilite ma politique africaine avec les pays africains francophones.

Excusez-moi, si je vous ai donné la fausse impression que mes intérêts étaient limités à l'Afrique ! J'ai mené des relations avec la Roumanie. J'ai fait mon premier voyage officiel,

comme ministre, en Belgique. Je me suis beaucoup intéressé à l'Inde, au Japon, à la Chine. Savez-vous ce que j'ai fait en tant que ministre ? J'ai créé des colloques annuels entre le ministère mexicain des Affaires étrangères et le ministère égyptien des Affaires étrangères, une fois au Caire, une fois à Mexico. Le Mexique choisissait les diplomates, les hommes d'affaire, les universitaires d'Amérique latine intéressés au monde arabe et à l'Afrique. Moi, je choisissais les experts africains et les Arabes intéressés à l'Amérique latine et nous avons des échanges fructueux. Nous avons publié des ouvrages sur les travaux de ces rencontres. Quand je me suis rendu compte que nous ne savions rien de la Chine, j'ai fait la même chose avec la Chine. Nous avons des symposiums Chine-Égypte : groupes de spécialistes chinois qui venaient au Caire et groupes de spécialistes et diplomates égyptiens qui allaient à Pékin.

J'ai aussi transformé notre institut diplomatique qui faisait, chaque année, des cours spéciaux pour diplomates africains soit francophones, soit anglophones.

YB: Au fond, un intellectuel en politique, c'est très important.

BBG: C'est certainement très important parce qu'il est capable de sortir de la routine et d'introduire une certaine rationalité. En outre, vous arrivez à toucher des milieux, par le fait même que vous êtes universitaire, qui ne sont pas nécessairement gouvernementaux. Indirectement, vous vous adressez à la société civile. Par le fait que vous êtes un universitaire, vous allez rencontrer des universitaires, vous allez rencontrer des organisations non gouvernementales, vous allez rencontrer des parlementaires. J'ai fait rentrer l'Égypte dans l'Internationale socialiste. Je suis même devenu vice-président de l'Internationale socialiste durant la présidence de Willy Brandt.

YB: Finalement, en 1991, vous êtes vice-Premier ministre chargé des Affaires étrangères.

BBG: En 1991, le Président décide de nommer un jeune ministre des Affaires étrangères et il me demande : « Qui veux-tu ? » Je lui donne trois noms : Achraf Ghorbal, Nabil al-Arabi et Amr Moussa. Il choisit Amr Moussa et me promet alors vice-Premier, ministre pour les Affaires étrangères. Il me donne en plus le ministère de l'Émigration.

YB: Maintenant, Monsieur le Secrétaire Général, nous pourrions aborder la période des Nations Unies.

BBG: Sur la période des Nations Unies, vous trouverez beaucoup de choses dans mon livre *Mes années à la Maison de verre*. Ce que je voudrais rappeler ici, c'est le point de vue conceptuel que j'ai exposé lors de mon discours d'investiture, le 3 décembre 1991. J'y viens avec des idées déjà bien établies, qui sont :

- En premier, la paix et la nécessité d'une diplomatie préventive ; pour préserver la paix, il ne s'agit pas seulement d'établir la paix pour mettre fin au conflit ; il faut que vous vous occupiez de la paix avant le conflit - c'est la diplomatie préventive - durant le conflit et après le conflit - c'est le « peace building », la consolidation de la paix.

- Le deuxième concept est celui du développement, que j'ai toujours défendu. Le développement n'est pas un développement purement économique ; il a d'autres dimensions et c'est le problème le plus important qui va dominer le XXI^e siècle : réduire le fossé entre les riches et les pauvres.

- Le troisième thème est un thème qui est ponctuel, c'est la réforme des Nations Unies.

- Le quatrième thème, c'est la démocratisation des relations internationales : Il faut démocratiser la mondialisation si vous voulez que la mondialisation ne dénature pas la démocratie.

Ces thèmes que j'ai mentionnés dans mon discours d'investiture, je les reprendrai au cours de mon mandat. Ils donneront naissance à mes trois agendas : *Agenda pour la paix*, *Agenda pour le développement* et *Agenda pour la démocratisation* qui a disparu une semaine après mon départ des Nations Unies.

YB: Alors, justement, vous arrivez avec ces idées, avec l'intention d'avancer dans ces quatre directions, y compris la réforme. *L'Agenda pour la paix* est votre première réalisation.

BBG: Oui, *l'Agenda pour la paix*. Le 31 janvier, s'est tenu ce sommet où je reprends ces idées et, si vous lisez les discours des quinze membres du Conseil de Sécurité - il faut les lire - les chefs d'État me donnent une sorte de pleins pouvoirs. Ils me disent : « Monsieur, vous arrivez à un moment historique, c'est à vous de gérer l'après guerre froide, c'est-à-dire de réformer les Nations Unies. » Je pars donc avec une fausse idée : celle que l'on demande au Secrétaire Général d'être un acteur de la politique internationale. D'où cet activisme que vous avez relevé. On me dit d'intervenir en Yougoslavie, mon intuition me dit : « Non ! » Je suis contre l'intervention en Yougoslavie, je pense que c'est une mauvaise affaire, je pense à ce qui est arrivé à Hammarskjöld au Congo, mais j'accepte ; intervention en Mozambique ; intervention au Salvador ; intervention en Somalie ; intervention en Angola. On m'a reproché de ne pas m'être intéressé suffisamment au développement. Mais je dis non; si vous lisez bien *l'Agenda pour la paix*, au contraire, je m'intéresse au développement dans la mesure où c'est le meilleur moyen de contrer la guerre. Je place ainsi le développement 1) avant le conflit, cela fait partie de la diplomatie préventive ; et 2) après le conflit, c'est ce que j'appelle le « peace building », la consolidation de la paix. Vous pouvez me faire un reproche, c'est que je m'intéresse surtout aux pays qui sont en guerre ou qui sortent d'une guerre. J'ai eu de longues

conversations avec Camdessus, patron du Fonds Monétaire International qui me disait : « Nous, nous ne nous occupons pas des pays qui sont en guerre. On ne peut pas faire de développement dans un pays qui est en guerre. » Or je soutiens le contraire : un pays en guerre est un pays malade - parce que la guerre est une maladie. Il faut lui donner une attention particulière. C'est à la suite de ces discussions que les institutions de Bretton Woods ont peut-être créé les départements spéciaux pour ces pays. Parce que, supposez qu'un pays sorte d'une guerre, vous ne pouvez pas comparer ce pays à un pays qui n'a pas subi une guerre ; il appartient à une catégorie à part. Pour moi, il y a les pays développés, il y a les pays sous-développés, il y a les pays en guerre ou qui sortent de la guerre.

YB: Je me rappelle une citation de votre livre en anglais : *Even in my home land, they were not happy with me because of the attention I was giving to peace keeping rather than development in the poorest countries.* C'est exactement le point que vous venez de développer. Dans l'après guerre froide, les Russes avaient-ils une vision internationale ? Est-ce que vous avez rencontré les Russes pour voir avec eux ce qu'ils pensaient de leur rôle, dans le monde et aux Nations Unies, comme instrument ou partenaire pour aider au développement dans leur région ?

BBG: Écoutez, j'avais des rapports très particuliers avec les Russes. Je connaissais très bien Evgueni Primakov, je connaissais Chévarnadzé puisque j'avais conclu le rapprochement entre l'Égypte et la Russie quand il était ministre des Affaires étrangères. J'ai eu des relations avec le Président Boris Elstine qui est venu dîner un soir chez moi à Sutton Place et m'avait dit : « Je ne veux personne ; moi et ma femme, vous et votre femme, c'est tout. » En réalité, je me suis intéressé au problème de démocratisation de la Russie plus qu'au problème de son

développement. C'est pourquoi je me suis intéressé au département de l'assistance électorale, malgré l'opposition des apparatchiks onusiens qui ne voulaient pas du tout de cette « assistance électorale ».

YB: Pourquoi ?

BBG: Je pense, parce qu'ils vous disaient, à juste titre : « Vous envoyez des observateurs et vous allez souvent légitimer des élections frauduleuses. Pourquoi voulez-vous qu'on intervienne dans des problèmes internes des États ? » Je répondais : « Si vous ne démocratisez pas, vous n'arriverez pas à faire progresser le pays. La démocratie est intimement liée au développement. » J'ai vécu cette expérience en Égypte. Durant la dictature de Nasser, on empêchait les hommes d'affaire de quitter le pays ; il leur fallait un mois de formalités pour pouvoir sortir. Vous pouvez difficilement développer un pays soumis à un régime autoritaire. C'est cette expérience que j'ai vécue en dirigeant *Al-Arham* " économique ", en voyant toutes les folies qui étaient faites et qui ont démoli l'économie du pays. C'est pour cette raison que je me dis que seule la démocratie pourra aider un pays à se développer.

De là, je passe à un second stade. Il ne sert à rien de vouloir encourager la démocratie, si demain vous dépendez d'un système agissant à un niveau plus élevé et qui n'est pas démocratique. D'où la démocratisation des rapports internationaux, ce qui signifie multilatéralisme, renforcement et démocratisation des Nations Unies. Nous savons très bien que les États qui se réunissent et qui discutent entre eux, ne sont pas, dans la majorité d'entre eux, des démocraties. Alors comment voulez-vous demander la démocratisation des Nations Unies ? Mais le fait que 140 ou 180 États discutent d'un projet et qu'une décision soit prise à la suite d'un

vote, c'est déjà un premier pas sur le long chemin de la démocratisation des relations internationales.

YB: Je voudrais faire une parenthèse, tout simplement car cela m'a beaucoup intéressé d'entendre ce que vous disiez à propos des contre pouvoirs. Même quelqu'un comme Houphouet-Boigny, le Président Houphouet-Boigny dans les premières années 60, refusait que des ivoiriens soient chefs d'entreprise ; il préférait des expatriés.

BBG: C'était un sage ; il préparait la transition entre l'indépendance politique et l'indépendance économique qui est bien plus difficile à acquérir.

YB: Gunnar Myrdal, qui était le premier Secrétaire exécutif de la Commission Économique pour l'Europe, prix Nobel d'Économie, Myrdal, donc, considérait que la chose la plus importante qu'il avait faite était de s'être taillé la liberté de mettre sur la table des rapports sur les sujets qu'il avait choisis et de lancer un débat. Ensuite, les gouvernements reprenaient ou non ses propositions. Vous avez fait la même chose, au fond. Vous êtes arrivé avec des idées et vous avez mis des idées sur la table avec *l'Agenda pour la paix* puis *l'Agenda pour le développement*. Comment cela a-t-il été reçu et repris ?

BBG: Le succès de *l'Agenda pour la paix* a augmenté encore l'illusion que je pouvais contribuer à trouver des formules nouvelles pour gérer l'après guerre froide. Il a été traduit en quarante langues. Tout le monde venait me dire bravo. Le Conseil de Sécurité en a discuté pendant une année, il a fait faire dix déclarations à propos des différentes idées émises dans *l'Agenda*.

L'Assemblée Générale s'en est emparé et, pendant un an ou deux ans, intellectuellement, j'étais renforcé dans l'illusion que j'allais résoudre tous les problèmes et que je pouvais même influencer la super puissance américaine.

YB: Est-ce que, à votre avis, il est resté quelque chose dans la pratique de *l'Agenda pour la paix* ?

BBG: Oui. Mon successeur - une des grandes règles sacrées est de ne jamais parler de ses prédécesseurs ni des ses successeurs - a tenu des réunions des organisations régionales, ce que je préconisais. Ils discutent. Ils ont tenu des symposiums pour discuter de « peace building », de la consolidation de la paix. Le problème de la prévention des conflits a fait l'objet d'une centaine de symposiums un peu partout dans le monde. Puis j'ai écrit le supplément à *l'Agenda pour la Paix*, avec Marrack Goulding, qui est nettement supérieur à l'Agenda lui-même. Mais j'espérais qu'en 1995, on ferait un second sommet du Conseil de Sécurité. J'avais été en Argentine et j'avais persuadé les Argentins qui allaient présider le Conseil. J'ai parcouru le monde pour persuader tous les états de la nécessité de ce sommet. La Chine, l'Amérique et la Russie n'étaient pas en sa faveur pour des raisons différentes. Elles ne voulaient pas aborder certains problèmes. Si bien qu'il n'a jamais eu lieu, ce sommet. Il a eu lieu, récemment seulement ; on l'a fait pour le Millénaire.

L'idée la plus importante qui se trouve dans *l'Agenda pour la paix* est que 1) le processus de paix est un processus continu, 2) la prévention du conflit a lieu avant et aussi après le conflit parce qu'il peut y avoir une rechute, 3) il faut essayer de lier urgence, réhabilitation, reconstruction et développement afin de consolider la paix (Peace building).

YB: Quand même, vous avez lancé des idées ; je peux vous assurer que ces idées sont toujours sur la table. A-t-on réussi à trouver des manières de faire ? Je ne sais pas, mais vos idées sont là.

BBG: Non, non, non, je suis d'accord. Mon Agenda sur la démocratie, qui a été tué par l'administration onusienne est discuté dans toutes les universités du monde en ce moment. Et on m'a demandé de le rééditer. Un éditeur allemand est en train de rééditer les trois agendas et je leur ai fait une introduction pour montrer le lien entre Paix, Développement et Démocratie.

YB: En allemand ?

BBG: Oui, en allemand. Je n'ai pas eu le temps de chercher d'autres éditeurs. Mais je veux revenir au concept du « Peace building » que j'ai développé, je dirais, sans fausse modestie, innové. Ce concept est extrêmement important. Moi aussi, au début, j'étais influencé par les États qui payent des millions pour régler un conflit et disent, une fois l'opération terminée : « Ça suffit, retirez le personnel des Nations Unies. » Moi aussi je me disais : « Tous ces fonctionnaires qui se sont installés là, qui vont se débrouiller pour prolonger leur séjour et bénéficier des avantages liés au séjour ! » C'était une erreur; ils doivent rester, au moins quelques années après la fin du conflit ; ils ne peuvent quitter les lieux que graduellement. Évidemment, qui va s'opposer à cela ? Les États qui payent et l'État qui a terminé la guerre qui était placé sous la tutelle des Nations Unies et qui n'en veut plus et dit : « Allez-vous en ! » Mais il faut rester. Si bien que mon idée est qu'avant même que vous interveniez, vous allez poser, dans les conditions de votre intervention, qu'une fois la crise terminée, la paix rétablie, vous resterez pendant une certaine période. Vous pouvez présenter cette présence comme une aide spéciale avec un bureau spécial qui va s'occuper du développement, de la réhabilitation, de la reconstruction, du retour des réfugiés. Ainsi, pendant quelques années, vous allez avoir une présence onusienne économique et militaire. Ainsi, M. Savimbi m'avait dit : « Je suis prêt à retourner à Luanda à condition que vous mettiez une police des Nations Unies pour me

Protéger. » Évidemment, les Nations Unies ont refusé. Donner une assistance financière aux partis politiques est une autre manière de consolider la paix et la démocratie. Nous avons réussi à le faire au Mozambique parce que nous avions un fonds de six ou sept millions de dollars pour financer les partis politiques. On a donné à Dhlakama des millions, on l'a fait retourner à Maputo ; j'ai acheté des meubles pour son Excellence pour 200 000 ou 300 000 dollars. J'ai été critiqué : « Comment des meubles ? Des quoi ? Depuis quand... ? - Mais enfin, pour que M. Dhlakama retourne, cela vous coûte moins cher que de déminer une route et je l'ai au moins sur place. » Et il a accepté de rentrer et de se présenter aux élections parce qu'il avait l'espoir de gagner. En d'autres termes, j'ai pu réaliser la paix dans la mesure où j'ai pu convaincre les deux protagonistes qui veulent le pouvoir qu'ils ont des chances de prendre le pouvoir à travers des élections démocratiques. Mais pour faire cela, j'ai dû distribuer de l'argent. Le système des Nations Unies ne l'accepte pas. Donc, j'ai créé un fonds qui était géré par les ambassadeurs des pays qui avaient contribué à ce fonds. L'Italien Ajello s'occupait de la distribution. J'ai fait la même chose d'une façon beaucoup plus secrète au Cambodge. M. Akashi a obtenu des fonds d'organisations non gouvernementales japonaises qu'il a donnés aux partis.

Donc, si vous ne sortez pas des règles classiques, vous ne pouvez pas consolider la paix. C'est extrêmement délicat, je le reconnais.

YB: On vous l'a reproché ?

BBG: Oui ! Indirectement. Grandes critiques : les meubles que j'ai achetés à M Dhlakama. On lui a fourni un appartement. Il disait : « Je suis dans la brousse. Pourquoi voulez-vous que je retourne à Maputo ? Je n'ai rien. Comment vais-je rentrer ? » On ne pouvait pas lui dire : « Vends tes armes. » Ah, là, l'idée de racheter des armes, c'est une idée nouvelle que nous

avons eue et que nous avons menée ! L'idée de brûler les armes, la flamme de la paix, c'est nous qui l'avons inventée. Il vous faut de l'imagination pour pouvoir mobiliser. Je vais vous donner un exemple : j'ai utilisé les mots « micro-désarmement » et « macro-désarmement ». « Il est fou », a-t-on dit. Micro, cela désigne les armes « conventionnelles » du jargon diplomatique. Vous imaginez que promouvoir « le désarmement des armes conventionnelles » ne peut pas mobiliser l'opinion publique. Mais si vous dites micro ou « mini-désarmement » ou encore armes légères, vous avez une chance de réussir. C'est comme cela qu'on a commencé à s'occuper du désarmement des « armes légères », des mines antipersonnelles, des fusils qu'on rachetait ou qu'on confisquait.

YB: Et l'*Agenda sur la démocratie* ? Vous dites qu'il a été tué dans le mois qui a suivi votre départ, mais y a-t-il aujourd'hui des idées qui en restent ?

BBG: Oui, d'autant que face à la mondialisation, le repli identitaire et les manifestations anti-mondialisation signifient une seule chose : les gens ne veulent pas que la mondialisation soit mise en place par un organe non démocratique. Ils veulent pouvoir participer. D'accord, ils veulent démocratiser et humaniser la mondialisation ; mais comment l'humaniser ? En permettant à la société civile de participer et de donner son point de vue. Donc, si vous relisez mon *Agenda pour la démocratie*, il est très simple. Je dis : la réforme des Nations Unies, ce n'est pas de faire participer quatre ou cinq états de plus au Conseil de Sécurité, c'est de faire participer les acteurs non étatiques, que ce soient les organisations non gouvernementales, que ce soient les organisations régionales, que ce soient les « Amis du Secrétaire Général », que ce soient les universitaires, les parlementaires, que ce soient les maires des grandes villes. J'ai conclu un accord avec l'Union parlementaire. Évidemment, vous avez un problème : le système des

Nations Unies rassemble des États. Mais, le maire d'une grande ville est quelque chose de *sui generis*, qui est, en même temps, l'état, le para-état ; on a trouvé des formules très spéciales. Les grandes villes ont des moyens. Le maire de Tokyo, que je connaissais bien, me disait : « Je mets des milliards à votre disposition. Venez créer une institution onusienne chez moi. » L'Université des Nations Unies à Tokyo, dans le meilleur quartier, construit par la ville, est un exemple de cette coopération. J'ai tenu des réunions avec les maires ; j'en ai invité quarante à Istanbul lors de la conférence sur l'Habitat. À partir du moment où le maire participe à l'élaboration des normes internationales, à la prise de décision, vous démocratisez ; ce n'est plus le ministère des Affaires étrangères seulement qui participe à la politique internationale.

Évidemment, j'ai expliqué qu'un des dangers de ceci est que les ONG, les villes et tous ces acteurs non étatiques sont beaucoup plus développés dans le Nord que dans le Sud. Quand vous allez les faire participer, vous allez augmenter l'influence du Nord sur le Sud. Mais je dis que cela va tout de même démocratiser : au lieu que le Nord soit représenté par la super puissance, c'est à dire Washington, le Nord est représenté par cinq ou six acteurs : vous avez Washington, vous avez les organisations non gouvernementales, vous avez les grandes industries, vous avez les parlementaires, vous avez les maires de certaines villes. Vous avez, pour ainsi dire, cassé le monopole de l'État souverain et ceci est une démocratisation, en soi.

YB: Je viens d'aller faire un tour au Mali et l'expérience de la décentralisation dans ce pays, c'est le mot qu'ils utilisent, est très intéressante. Ils ont créé des communes qui n'existaient pas, ils ont donné du pouvoir et un tout petit peu de moyens à ces communes. Cela a fait fleurir tout un ensemble d'activités et donné une base institutionnelle ou géographique à toutes les opérations de micro-crédit qui collent bien avec le niveau des communes.

YB: Evidemment, vous avez rassemblé vos idées sur les trois thèmes qui vous tenaient à cœur dans *l'Agenda pour la paix, l'Agenda pour le développement* et *l'Agenda pour la démocratisation*. Il faudra du temps pour que ces agendas se concrétisent, s'incarnent.

BBG: C'est juste.

YB: Ils sont là et ils sont restés. C'est tout de même un motif fort de satisfaction.

BBG: Certainement. Et un autre motif fort de satisfaction, ce sont les cinq grandes conférences internationales. Que ce soit environnement à Rio, population au Caire, développement social à Copenhague, les femmes à Pékin, l'habitat à Istanbul. Que ces conférences aient été conçues par mon prédécesseur, c'est vrai, mais c'est bien moi qui les ai organisées, qui me suis occupé de leur suivi à travers le CAC (Comité Administratif de Coordination) qui réunit tous les chefs d'agence deux fois par an. Nous avons établi un programme commun pour le SIDA, avec la Banque et l'Organisation Mondiale de la Santé, pour lequel nous avons nommé un Belge. Nous avons lancé l'idée de donner à chaque agence le suivi de certains thèmes communs à ces cinq conférences dans la mesure où il y a un continuum entre elles. Prenez le cas du chômage, vous le trouvez dans les droits de l'Homme, vous le retrouvez dans le droit social, vous le retrouvez à propos des femmes puisque ce sont elles qui sont les plus touchées. Bon, celui qui va assurer le suivi des cinq conférences dans le domaine du chômage, c'est le Bureau International du travail. Alors là, on est arrivé quand même à un minimum d'intégration, je dis bien un minimum, entre les différentes agences.

YB: Sur les grandes conférences, dans votre ouvrage, vous êtes satisfait, vous êtes positif.

BBG: Oui. D'abord, elles ont adopté des normes. Leur mise en œuvre va prendre du temps. Comme vous l'avez dit, cela ne va se passer en dix minutes. Et puis, il y a autre chose d'intéressant. Ces conférences, pour la première fois, ont donné naissance au rôle des conférences parallèles tenues en même temps par les ONG. Et je peux vous dire que j'ai fait collaborer les ONG au « drafting » des résolutions de Copenhague. À la conférence de Bamako, réunie en 2000 par l'Organisation Internationale de la Francophonie, nous avions des diplomates, des représentants d'ONG, des parlementaires, des universitaires, des médiateurs qui ont élaboré ensemble la Déclaration consacrée au bilan des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone.

YB: L'idée commence à passer effectivement assez bien. La convention « Accès à l'information, participation aux décisions et recours à la justice sur les questions relatives à l'environnement » négociée au sein de la CEE-ONU est intéressante du point de vue de la démocratie et donne obligation aux autorités locales et gouvernementales et aux entreprises, dans certaines conditions, de fournir des informations aux ONG. Le texte de cette convention doit beaucoup aux ONG que le Secrétariat avait invitées comme observateurs en leur disant : « Vous ne pouvez pas être plus de cinq. Débrouillez-vous entre vous. » Elles ont participé et elles ont inspiré nombre des dispositions de la Convention.

BBG: Je suis d'accord.

YB: Je pensais, quand même, que dans les conceptions et les idées politiques des grandes conférences, le « 38ème étage » avait donné une impulsion.

BBG: Certainement. J'y ai tenu des réunions préparatoires. Avec Tommy Koh, Maurice Strong pour préparer Rio ; longuement avec Ibrahim Fall pour préparer la conférence de Vienne.

Vous savez, par exemple pour Rio, j'ai longuement travaillé avec le commandant Cousteau. Pour la commission du « Sustainable Development » le suivi de Rio, j'ai fait appel à des industriels, des diplomates, d'anciens fonctionnaires du système des Nations Unies.

YB: Je ne voudrais pas vous emmener sur un terrain où vous ne voulez peut-être pas aller, puisqu'il s'agit de votre successeur, mais que pensez-vous, de ce point de vue, de la présentation à Davos du « Global Compact » ?

BBG: Je ne l'ai pas suivi. Qu'est-ce que c'était exactement ?

YB: C'était la même idée. Il a été à Davos pour dire : « Dans le monde international, dans la manière dont se façonne le monde, vous, industriels, vous avez un rôle, donc vous avez des responsabilités. »

BBG: Ceci, je l'ai déjà dit. C'est la même idée. Peut-être a-t-il trouvé une formule plus élégante. C'est la même idée. Elle se trouve dans *l'Agenda pour le développement*, elle se trouve dans le discours que j'ai fait, moi-même, à Davos. Je suis heureux que mon successeur l'ait adoptée.

YB: C'était bien une idée qui était dans l'air. Toujours dans le domaine des idées. Jusqu'à maintenant, nous avons parlé des idées que vous avez poussées dans les Nations Unies. Mais qu'avez-vous trouvé dans le Secrétariat du point de vue des idées ? Je ne veux pas parler du personnel, pour l'instant, mais la machinerie était-elle capable de produire des idées qui vous ont paru intéressantes ?

BBG: Tout dépend du chef d'orchestre. Si le chef d'orchestre force, insiste sur certaines idées, certaines orientations, vous obtiendrez des résultats et vous pourrez obtenir de la part de hauts fonctionnaires une contribution intéressante. Mais il faut, pour ainsi dire, les forcer parce qu'ils

sont habitués à certaines normes, à travailler dans un cadre bien déterminé. Je vous dirais qu'un de ceux qui ont été les plus imaginatifs était Marrack Goulding. Dans le domaine économique, vous aviez Milleron. C'était un académicien, un chercheur de premier ordre qui a eu des difficultés à s'adapter au système onusien.

YB: Il avait voulu lancer un travail aux Nations Unies sur la micro-économie par opposition à toute l'approche macro-économique.

BBG: Il a fait une réforme essentielle des statistiques qui est très intéressante aussi. Je veux dire que si le Secrétaire Général essaye d'adopter certaines réformes audacieuses, vous avez immédiatement une opposition des États. Comment se passe cette opposition ? Elle est très classique. Le fonctionnaire qui a peur de perdre son poste ou qui se sent brimé par les changements annoncés va : choisir un État, lui donner tous les éléments de la réforme, lui préparer les critiques, parfois pertinentes ; et l'État qui est incapable de prendre une pareille initiative tout seul, parce qu'il n'a pas les moyens techniques de l'apprécier, du jour au lendemain devient un héros. Et c'est lui qui vous fait la plus grande opposition, qui vous attaque et rassemble un groupe. En réalité, ce n'est pas lui, mais c'est le fonctionnaire ou le groupe de fonctionnaires qui l'ont poussé. La difficulté, c'est que sur 189 États, très peu s'intéressent aux problèmes qui ne les concernent pas directement. Quand je parle de démocratisation, je commence par dire : si les 189 États ne s'intéressent pas vraiment à une question donnée, il ne peut y avoir démocratisation ; c'est comme si vous donniez le droit de voter à une population et que vous avez 50 % d'abstention ; comment voulez-vous parler de démocratie ? Alors, la difficulté vient de ce que vous avez une bureaucratie qui est très forte parce qu'elle est là pour des dizaines d'années et que vous êtes là pour cinq ans. Ils savent que vous allez partir. Au

maximum dix ans. Ces bureaucrates utilisent les États et la majorité de ces États ne s'intéressent pas vraiment aux grands problèmes planétaires ou encore ne disposent pas d'experts qui leur permettraient de s'intéresser à ces problèmes. Alors, ils ont recours à des contacts personnels avec des fonctionnaires et ce sont ces contacts personnels qui leur permettent d'agir.

YB: Ce ne sont même pas les chefs d'agence nécessairement; les contacts peuvent descendre très bas dans la hiérarchie.

BBG: Non, non, je ne vous ai jamais parlé des chefs d'agence. Les chefs d'agence ont parfois le sentiment qu'ils sont vos égaux. Alors, ils viennent vous voir et vous parlent d'égal à égal. Non ! Je ne vous parle pas des chefs d'agence. Ce sont les accords entre fonctionnaires et délégués des États qui créent les blocages. Vous avez aussi le fonctionnaire qui défend les intérêts de son pays et qui est, pour ainsi dire, le contre-fonctionnaire international. Vous avez encore un phénomène nouveau : comme les Nations Unies vivent une crise financière, un État met à votre disposition des fonctionnaires qu'il rémunère lui-même ; ces derniers doivent leur allégeance aux pays qui les ont prêtés. Ce sont des agents de l'Etat membre et pas des agents de l'Organisation internationale.

YB: Et comme, évidemment, ce sont les pays riches qui peuvent payer des fonctionnaires, cela aggrave le déséquilibre. Dans la maturation des idées, vous avez bien décrit le rôle du leader et vous avez montré les résistances au changement. Pour faire accepter les idées par les États, quelles difficultés voyez-vous ? Le système des groupes est-il un obstacle ou une aide ?

BBG: Là, vous arrivez au rôle de la super puissance qui va s'opposer à n'importe quelle idée qui, un tant soit peu, essaye de limiter la souveraineté de la super puissance. Et là, ils ont

des moyens énormes, à travers les fonctionnaires, à travers la presse, à travers des alliés, etc. Vous ne pouvez pas adopter une initiative et obtenir leur accord, d'abord, avant de lancer l'idée. Parce que vous pouvez obtenir leur accord pour cette initiative et puis ils se rendent compte que ce n'est pas dans leur intérêt ; ils vont s'y opposer après avoir donné leur accord.

Je peux dire que j'ai essayé d'aider le monde arabe, c'est mon monde. J'avais ainsi obtenu l'accord d'envoyer une mission, dans laquelle il y aurait des agents américains, pour aller en Libye et voir s'il s'y trouvait des camps d'entraînement de terroristes. Les Américains ont accepté ; j'ai donc négocié avec les Libyens. C'était très difficile parce que l'on allait envoyer un groupe d'experts qui allait parcourir le territoire, vérifier, enquêter. Après avoir accepté cette inspection, les Américains ont changé d'avis. Pourquoi ? On m'a envoyé un général qui m'a montré des photos aériennes sous le sceau du secret : « Voilà un camp d'entraînement et voilà ce même camp trois jours plus tard, transformé en ferme. Donc nous allons aller là-bas, avec une liste de camps d'entraînement. Nous allons trouver qu'ils n'existent pas ; au retour la commission d'experts sera obligée de faire un rapport disant qu'il n'y a pas de camps d'entraînement alors qu'ils existaient, mais cachés. » - « Mais vous avez accepté, vous m'avez fait négocier. » - « Nous ne voulons plus. » Vous voyez ma tête avec les Libyens après avoir passé des semaines à les convaincre ! Je vous donne cet incident comme exemples.

YB: Et du côté des 77. Le groupe des 77 joue-t-il un rôle ?

BBG: Non, c'est une sorte de tam-tam international. C'est le tam-tam ; ça fait du bruit ! Il peut mobiliser l'opinion publique, mais, le plus souvent, sans que cela soit suivi de résultats concrets.

YB: L'impression qu'on peut avoir, c'est qu'il n'est pas capable de sélectionner ce sur quoi il faut faire porter l'effort.

BBG: Il est faible et divisé. Il est difficile de maintenir une solidarité entre les États faibles.

YB: Et toujours sur le plan des idées : les institutions comme l'UNRISD, l'Université des Nations Unies ou WIDER à Helsinki, jouent-elles un rôle, vous ont-elles apporté des idées ?

BBG: Non, mais c'est peut-être de ma faute. Un des défauts de l'universitaire devenu politicien est qu'il n'a plus le temps de renouveler, d'enrichir son capital intellectuel. Vous vivez sur votre passé. Physiquement, vous n'avez pas le temps. Pour être un bon universitaire, il vous faut quatre ou cinq heures de lecture chaque jour, être au courant des dernières théories, rencontrer des collègues, avoir le temps de discuter avec eux.

YB: Vous avez mentionné un certain nombre de personnalités comme Goulding, Milleron ou autres, à l'intérieur des Nations Unies, qui, à votre avis, avaient des idées à défendre et vous avez mentionné, en passant, Bretton Woods. Avez-vous repris des idées de la Banque ou du FMI ?

BBG: Avant l'arrivée de Wolfensohn, j'ai collaboré avec Michel Camdessus, patron du FMI et j'ai collaboré avec Ismail Sarageldin, de la Banque Mondiale, pour établir une meilleure collaboration. J'ai aussi collaboré avec Rugerio de l'OMC.

Il y a un autre problème : si les gouvernements ne s'intéressent pas à une institution, comment allez-vous la faire fonctionner ? On a essayé de faire des réunions de l'ECOSOC à un niveau ministériel ; la grande majorité des pays n'a pas suivi. Tout le monde va à la Banque et tout le monde va au Fonds Monétaire. D'abord, les fonctionnaires y sont mieux payés - un point

très important - ensuite, ils disposent de moyens financiers alors que ceux qui sont dans le système des Nations Unies sont effectivement marginalisés. Les Nations Unies sont considérées comme s'intéressant uniquement aux questions politiques. C'est pour cela que je vous ai fait le reproche de vouloir faire paraître une série de livres sur les activités économiques et sociales de l'Organisation, vous disant que c'est le domaine le plus faible du système des Nations Unies. Si vous devez faire une analyse des activités des Nations Unies ou, soyons plus précis, des activités qui ont un impact sur l'opinion publique internationale, ce sont les activités politiques ; ce ne sont pas les activités économiques dont le budget est dérisoire -deux cent millions de dollars ? Quel était le budget ?

YB: Pour tout le département économie, c'est trois cent millions. Ce n'est rien !

BBG: Comparez ceci avec la Banque. Quelles que soient les idées que vous allez présenter, vous ne disposez que de trois cent millions de dollars pour les mettre en œuvre.

YB: C'est vrai, mais malgré leur faiblesse en personnel et en taille, les Nations Unies ont mis sur la table des idées justes, même si elles n'ont été reconnues comme justes que bien longtemps après.

BBG: Je suis d'accord ! C'est que cela prend du temps : l'abolition de l'esclavage a pris du temps, l'égalité entre les hommes et les femmes prendra encore du temps. La démocratie, c'est quelque chose de nouveau. L'idée que la guerre est un crime ne date que de 1919, 1920. Pendant quatre mille ans, la guerre était considérée comme un combat noble ; la caste des guerriers était la caste la plus élevée ; il n'y avait que la guerre qui comptait. Le concept de la paix comme objectif suprême adopté par la communauté internationale n'a pas cent ans d'existence !

YB: Il y a eu un effort, le Traité de Versailles, après les guerres napoléoniennes, a mis vainqueurs et vaincus sur un même plan.

BBG: Mais c'était limité à l'Europe. Vous avez eu les guerres coloniales et les guerres de décolonisation.

YB: Vous êtes d'accord qu'il faut continuer, aux Nations Unies. Vous n'êtes pas l'avocat de dire : « puisque les institutions de Bretton Woods ont les moyens financiers, laissons leur le monopole des idées internationales économiques ? »

BBG: Non, non. Pourquoi ? Parce qu'il y a une imbrication tellement grande entre paix et développement. Si non, j'aurais été en faveur de dire : « Abolissez le côté économique des Nations Unies et renforcez Bretton Woods. » Mais comme il y a une imbrication, vous ne pourrez vraiment rétablir la paix que si vous arrivez à ramener les réfugiés chez eux, reconstruire les infrastructures, réintégrer les soldats, à leur trouver un métier. Ce n'est pas Bretton Woods qui va faire ça pour vous. Si vous arriviez à gérer Bretton Woods, à participer à leurs décisions, alors je vous aurais dit : « Déplacez toutes les institutions économiques de l'ONU à Washington. » Bretton Woods a sa propre logique, a ses propres concepts, ses propres normes qui ne correspondent pas nécessairement aux nôtres. À titre d'exemple, les institutions de Bretton Woods, jusqu'à récemment, dès qu'il y avait une guerre, fermaient leurs agences ; elles s'arrêtaient de travailler avec les pays concernés.

La raison d'être des Nations Unies, c'est le maintien de la paix. Bon, mais vous ne pouvez vraiment établir la paix que si vous arrivez à reconstruire un État. Où trouver un commun dénominateur entre deux ennemis ? Moi, j'ai étudié, en tant que ministre des Affaires étrangères d'Égypte, tout le processus de réconciliation entre la France et l'Allemagne : l'Office

franco-allemand de la jeunesse, les changements des livres d'histoire... J'ai voulu appliquer ce processus aux rapports entre l'Égypte et Israël. J'ai proposé la création d'un institut de recherche israélien au Caire, qui a été installé quinze jours après la signature de l'accord de Sadate, et je devais, en échange, établir un institut égyptien à Tel-Aviv. Nous avons été incapables de créer notre institut. Mon objectif, que je n'ai jamais caché à Moché Dayan, était d'offrir aux 15 ou 20 pourcent de palestiniens israéliens un centre où ils auraient pu se réunir, établir des liens avec les institutions égyptiennes

Si nous voulons institutionnaliser la paix entre l'Égypte et Israël, nous devons établir des institutions égypto-israéliennes. Le concept de « peace building » n'est pas venu comme ça d'une inspiration d'intellectuel. Je l'ai vécu. J'ai cherché des méthodes. Par exemple, j'ai fait une exposition de peinture égyptienne en Israël. Vous savez ce que l'opposition en Israël a dit : « Il a choisi un peintre mort. Aucun peintre vivant ne voulait exposer ses peintures en Israël. » Vous avez eu le syndicat des médecins, des avocats, des journalistes qui ont tous voté pour le boycott d'Israël. Ceci m'a encouragé à inventer le terme de « paix froide ». Alors, à partir du moment où vous avez une paix froide, vous avez une paix formelle. J'ai discuté avec M. Abaza, qui était ministre de l'Électricité, de la possibilité de créer une centrale atomique sur la frontière entre l'Égypte et Israël, de façon à ce qu'elle donne de l'électricité aussi bien à l'un qu'à l'autre afin de consolider la paix. Il a fait des études préliminaires pour conclure que le terrain n'était pas suffisamment stable pour construire une centrale atomique. Je ne sais pas si c'est vrai ou non ! Ces différents exemples doivent vous indiquer comment je suis arrivé à bâtir le concept du « peace building ».

YB: Quand vous étiez Secrétaire Général, vous avez forcément gardé un intérêt pour les questions israéliennes et du Moyen Orient ? Avez-vous pu mener une action ou était-ce tellement contrôlé par les États-Unis ?

BBG: Non, avant même de me faire élire, j'avais envoyé un message à Menaheim Begin qui était Président du Conseil et je lui ai dit : « Écoutez, j'ai contribué à un traité de paix entre l'Égypte et Israël, je voudrais maintenant, quand je serai Secrétaire Général, arriver à conclure un traité de paix entre les Nations Unies et Israël. » Parce que les Nations Unies et Israël étaient pratiquement en guerre. Depuis mon élection, je suis arrivé à améliorer les relations ONU/Israël.

YB: Ceci a été discuté quand il y avait en Israël un gouvernement un peu différent de l'actuel. Cela dit, aujourd'hui, l'ambassadeur d'Israël à Genève est un des vice-présidents de la Commission Économique pour l'Europe.

BBG: C'est nouveau !

YB: Oui, c'est nouveau effectivement. J'avais été en Israël pour cela. J'avais espéré que les deux commissions régionales, l'ESCWA et la CEE-ONU, pourraient organiser des réunions, à Malte ou à Chypre, sur des questions techniques, mais cela a toujours échoué.

BBG: Mais vous savez, quand j'ai nommé Beblaoui à la tête de l'ESCWA, l'idée était qu'Israël, dans une étape ultérieure, puisse devenir membre de cette Commission. Au sein de celle-ci, le rapprochement pourrait avoir lieu entre Israël et les pays arabes de la même manière que s'est établi le rapprochement, au sein de la Commission européenne, entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est. Et, pour préparer l'admission d'Israël, on voulait faire entrer Chypre dans l'ESCWA. J'en avais parlé au Président de la République, de Chypre.

YB: Dans cette ligne-là, j'avais parlé avec Beblaoui, puisque Israël était dans la Commission Économique pour l'Europe, de faire un certain nombre de réunions communes ; mais uniquement sur des thèmes techniques et à l'invitation d'un pays acceptable par tous.

BBG: Ça n'a pas fonctionné ?

YB: On n'a jamais trouvé de pays qui assure l'invitation. Les pays qui auraient accepté de le faire ont toujours demandé qu'on leur donne de l'argent pour tenir ces réunions. Mais cela ne coûte pas cher une réunion ! Bruxelles n'a jamais voulu donner d'argent et moi, je n'ai pas réussi à obtenir l'argent qu'il fallait pour les organiser.

BBG: Effectivement, la nomination de Beblaoui s'est faite avec l'accord du Ministre égyptien des Affaires étrangères qui était au courant du projet.

YB: C'était quelqu'un de bien Beblaoui. J'ai travaillé avec lui avec beaucoup de plaisir. Il a fait des choses courageuses. Il a fait, notamment, des études sur l'économie d'Israël qui est très bonne et ses liens avec les pays avoisinants.

BBG: Cela correspondait aux instructions que je lui avais données.

YB: C'était un pas dans la bonne direction. Il l'a fait, mais il est parti. C'est dommage. Venons en au personnel des Nations Unies. Vous avez lancé des réformes, aussi, quand vous êtes arrivé. Quel en était l'objectif ? Que vouliez-vous faire ? Il y avait la contrainte financière, mais aviez-vous d'autres objectifs ?

BBG: Non, au moment où j'ai fait ces réformes, j'ai commencé par la tête où il était plus facile de diminuer le nombre des sous-secrétaires généraux. Est-ce que c'était une bonne réforme ou une mauvaise réponse ? Je ne sais pas. Mon prédécesseur m'avait dit : « Si tu élimines deux

secrétaires généraux, c'est déjà suffisant. » J'en ai éliminé douze ou onze, je ne me souviens plus.

YB: Il y avait le Directeur Général, pour commencer.

BBG: Il y avait le Directeur Général qui était un professeur d'espagnol et qui dirigeait les départements d'économie des Nations Unies ! Voilà un exemple : un pays aussi sophistiqué que la France, qui aurait pu envoyer un économiste de premier ordre à ce poste de coordination, qui place un ami du Président ! Voyez quel mépris des Nations Unies !

J'ai essayé de diminuer le nombre des grands fonctionnaires, alors que mon successeur, lui, multiplie les nominations pour satisfaire tous les États, ce qui est une politique sage après tout

- avoir de bons rapports avec les États membres, c'est aussi important que de faire ou de ne pas faire une réforme. Moi, j'ai fait le contraire. Je n'ai pas tenu compte des exigences des États et j'ai essayé de faire des réformes.

YB: Dans la réforme, vous ne vouliez pas supprimer des postes pour le plaisir de supprimer des postes ? Il y avait un objectif ?

BBG: Non ! Je voulais intégrer. J'étais persuadé qu'à partir du moment où vous intégrez les postes - et dans le domaine économique, j'ai fait venir Dadzie qui avait dirigé la CNUCED et qui, avec les trois directeurs, a essayé de faire une réforme des départements économiques.

YB: L'objectif était l'intégration ?

BBG: Oui.

YB: Votre réforme ne s'est pas arrêtée là ?

BBG: Non ! Ce que j'ai cherché, c'est une meilleure synergie, quitte à ce que cela me fasse des ennuis avec les États. Par exemple, l'institut pour la promotion des femmes qui se trouve à Saint-Domingue, j'ai voulu le fermer. J'avais eu l'occasion en tant que ministre des Affaires étrangères de visiter cet institut et je savais pertinemment qu'il ne fonctionnait pas.

YB: Il n'est toujours pas fermé.

BBG: J'ai échoué et j'ai eu contre moi tous les pays du Tiers-Monde, moi le tiers-mondiste.

YB: En reprenant notre entretien cet après-midi, je pense que vous avez dit ce matin l'essentiel de ce que vous vouliez dire sur les Nations Unies. Mais je serais heureux s'il y a des points que vous n'avez pas évoqués, que vous vouliez bien les aborder maintenant. Mais surtout, je souhaiterais que, prenant plus de recul, vous fassiez passer les messages essentiels auxquels vous tenez.

BBG: Je voudrais mentionner les messages qui me paraissent essentiels. Le premier message est que si nous voulons trouver des solutions aux problèmes nouveaux qui vont toucher la communauté internationale, il faut que les États-nations, qui vont rester pendant ce siècle les principaux acteurs de la politique internationale, acceptent la participation des nouveaux acteurs qui vont jouer un rôle important dans ce domaine. Une des faiblesses du système onusien est le manque d'intérêt des États pour les problèmes internationaux. C'est aussi le manque d'intérêt de l'opinion publique pour les problèmes internationaux. L'opinion publique, à juste titre, ne s'intéresse qu'aux problèmes nationaux et aux problèmes locaux. Donc, le message qu'il faut donner, c'est que demain, la plupart des problèmes locaux ne pourront être gérés ni résolus qu'à

travers une approche planétaire : que ce soit le trafic de la drogue, que ce soient des problèmes d'environnement, que ce soient des problèmes économiques et financiers.

Comme les opinions publiques ne s'intéressent pas aux problèmes internationaux, il faut développer une certaine éducation sur ces sujets. D'autant plus que les chefs d'État qui ont paru trop s'intéresser à ces problèmes ont perdu le pouvoir parce qu'ils l'auraient fait au dépens des problèmes internes.

Mais il y a une autre question importante : la situation mondiale de l'après guerre froide est gérée par une hyper puissance, les États Unis. Ceci est malsain parce que le pouvoir corrompt, par définition, et que le pouvoir absolu corrompt d'une façon absolue. Si bien que dans l'intérêt même de cette hyper puissance, il faut que les États puissent participer aux règlements des affaires internationales. Il faut promouvoir le multilatéralisme. À partir du moment où certains États savent dire non, où certains États arrivent à discuter, les choses changent. La prépondérance de l'hyper puissance ne vient pas de sa force intrinsèque seulement, mais vient aussi de l'indifférence, de la passivité, de la résignation de l'ensemble des autres grands États.

J'ai eu souvent l'occasion de discuter avec des dirigeants du Tiers-Monde et un des efforts que j'ai faits pendant mon mandat, et qui m'a valu certainement un mécontentement de la part de la « grande puissance », c'est que je me suis adressé surtout aux États qui auraient pu jouer un rôle. J'ai été cinq fois en Chine, cinq fois au Japon, cinq fois en Allemagne. J'ai poussé l'Allemagne à participer aux opérations du maintien de la paix. J'ai poussé le Japon à participer aux opérations du maintien de la paix. J'ai obtenu la présence de cinquante officiers japonais au Mozambique, j'ai obtenu aussi du Japon un hôpital de campagne sur le Golan. J'ai envoyé un des

proches collaborateurs plaider devant la Cour Constitutionnelle allemande pour expliquer que la participation de l'Allemagne aux opérations du maintien de la paix était conforme à la Constitution allemande. Au début de mon mandat, aussi bien l'Allemagne que le Japon n'étaient pas en faveur d'un siège permanent au Conseil de Sécurité, dans la mesure où leurs opinions publiques étaient contre. Je me rappelle très bien avoir dit une fois à des amis japonais : « Mais je ne comprends pas comment une super puissance, comme vous l'êtes, n'est pas capable de temps en temps de dire non. » Ils m'ont dit : « Mais qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse ? Qu'on fasse comme la France ? » J'ai dit : « Non. Chacun va dire son non pour des raisons différentes et c'est cet ensemble de non ou même de oui qui permettra l'éclosion d'une certaine démocratie au sein du système onusien. »

Ainsi, ma première idée, mon premier message, c'est d'expliquer à l'opinion publique que demain, les gens ne trouveront pas de solution à leurs problèmes nationaux s'ils ne s'intéressent pas aux problèmes internationaux. Ce n'est pas facile de demander à l'opinion publique égyptienne, par exemple, de s'intéresser aux problèmes du Nicaragua ou du Guatemala. L'opinion publique indienne ou l'opinion publique égyptienne ne savent pas où se trouvent le Nicaragua ou le Guatemala. – « Pourquoi voulez-vous que je m'occupe du Guatemala quand je n'ai pas d'eau, quand je n'ai pas de médecin, quand je suis affligé par la misère dans mon propre pays ? » vous dira le citoyen égyptien. Il faut reconnaître que le marxisme avait donné une vision œcuménique extrêmement importante et a su développer auprès des militants un intérêt pour les problèmes internationaux. Durant la décolonisation, l'opinion publique des métropoles s'est intéressée aux pays du Tiers-Monde. Mais, aujourd'hui, nous sommes confrontés à un néo-colonialisme, une indifférence. Le citoyen moyen confronté à la mondialisation se réfugie dans

l'indifférence. Le repli identitaire se généralise. Nous sommes confrontés par la dialectique entre le clocher et le satellite - dans le monde arabe, je dirais entre la mosquée et le satellite. Ce repli identitaire donne naissance à l'intégrisme musulman, à l'intégrisme juif, à l'intégrisme hindou - on démolit les mosquées - à l'intégrisme catholique, à l'intégrisme des religions, à la naissance d'un micro-nationalisme. Voyez la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie qui se divisent en de petits États. Il n'y a pas une minorité qui ne rêve pas d'avoir son indépendance, mais il y aura toujours une autre minorité au sein de la minorité qui veut avoir son micro-État.

Le second message est que le véritable problème qui va rester et qui va dominer ce siècle, c'est cette division entre le Nord et le Sud. Cette division sera comme un nouveau « Mur de Berlin ». Et je n'ai rien inventé. Ce nouveau « Mur » sera aujourd'hui un mur numérique. L'internet, les cyber-cafés, les info-routes - que nous essayons de développer dans la Francophonie du sud - comment les utiliser si dans 50 % des villages, il n'y a pas d'électricité ; si 50 % de la population est illettrée ? Comment toutes ces populations vont-elles pouvoir utiliser l'internet ? Par ailleurs, l'internet crée une accélération du développement et donne une sorte de choc économique formidable entraînant des économies très performantes : vous n'avez plus besoin d'approvisionner à l'avance vos usines de matière première, vous savez à un jour près ce dont vous avez besoin, vous n'avez pas besoin de prévoir la production six mois à l'avance, vous pouvez le faire quelques heures à l'avance, vous avez une nouvelle technique de gestion qui vous est donnée grâce à ces nouvelles technologies. Mais s'il n'y a pas d'usine, s'il n'y a pas de douane, s'il n'y a pas de centre de distribution dans les pays du Tiers-Monde, ils ne peuvent pas utiliser internet. Internet va doubler la capacité des pays industriels, va les rendre encore plus forts et, par définition, va affaiblir encore plus les États du Sud. Donc, le véritable

problème est : « que faut-il faire? » Et là, nous entrons dans le domaine de l'aide et il faut reconnaître que l'aide économique a été un échec pendant les quarante dernières années.

Plusieurs explications à cela. Je pense que la plus simple, que j'ai vécue, c'est qu'il y avait une pléthore d'aides, aides bilatérales des États, aides des organisations non gouvernementales, aides multilatérales, compétition entre ces aides, alors qu'il aurait fallu prévoir une organisation en amont avant de donner l'aide. A mon niveau, très modeste quand j'étais responsable égyptien des Affaires étrangères, j'ai essayé de faire une coopération dans le domaine de l'aide. Je n'ai réussi qu'avec un seul pays, le Japon. Avec les autres, rien à faire ; ils ne concevaient que l'aide bilatérale.

Je pourrais vous raconter des histoires jusqu'à demain ; par exemple, celle d'un ministre des Affaires étrangères d'un pays francophone d'Afrique qui me dit : « Monsieur, tout mon ministère ne peut s'occuper que de deux projets d'assistance par an. J'en ai reçu vingt durant ces derniers mois. Je ne peux pas me permettre de dire non : je me ferais renvoyer demain par mon Président ! J'accepte, je dis oui. » Le résultat est un cafouillage total. Il y a donc toute une nouvelle façon de voir l'aide. Évidemment, pendant la guerre froide, l'aide était limitée à des infrastructures. On n'osait pas toucher à ce qu'on appelle aujourd'hui la bonne gouvernance. C'est beaucoup plus difficile d'aider à la bonne gouvernance que d'aider à construire des routes ! Comment réformer le judiciaire sans faire du néocolonialisme, comment renforcer l'administration, comment rendre efficaces les douanes qui ne fonctionnent pas, un port qui n'arrive pas à gérer les chargements et déchargements, qui a cinq ou six mois de retard et des bateaux qui attendent ?

Vous avez tout un problème qui doit être repensé mais qui est essentiel si nous voulons éviter une division de la planète. Cette division est dangereuse et risque de provoquer une guerre planétaire ou une arrivée massive des besogneux du Sud, venus chercher du travail dans les riches capitales du Nord. Voyez ce qui se passe avec les Turcs en Allemagne, avec les Nord-Africains en France, avec les Asiatiques en Angleterre ; ce n'est qu'un début. Vous n'arriverez pas à les arrêter; nous avons l'exemple du Mexique et des États-Unis. Il y aura des « boat-peoples » qui viendront de toutes les parties du monde. C'est une invasion inéluctable. Et je dirai plus : les pays de l'Afrique du Nord, c'est à dire l'Égypte, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, qui explosent au point de vue démographique, eux aussi vont recevoir des pays au sud du Sahara des migrants qui viendront s'y installer. Nous devons avoir en Égypte aujourd'hui entre deux et trois millions de Soudanais. Vous allez avoir une arrivée de Maliens, de Sénégalais, de Tchadiens, etc. qui passeront dans ces pays. Tantôt ils vont s'y installer, comme autrefois les Libanais qui allaient en Amérique latine et qui n'avaient pas les moyens de continuer leur voyage et qui restaient en Afrique Occidentale et ont donné ces colonies libanaises que vous trouvez dans toutes les capitales. Nous allons avoir un phénomène identique avec les peuples du sud du Sahara.

Vous avez donc un problème qui est : trouver une solution à cette division du monde, à ce nouveau mur numérique. Cela prendra beaucoup de temps, de l'imagination et surtout de la générosité.

Troisième message, c'est la réforme des Nations Unies. Par réforme des Nations Unies, il ne s'agit pas tellement d'augmenter les sièges du Conseil de Sécurité, il ne s'agit pas de fermer le Conseil de Tutelle qui continue de fonctionner, il ne s'agit pas d'éliminer peut-être le Conseil

économique et social ou de lui donner une nouvelle dimension. Je ne sais pas ce qu'il faut faire avec les Commissions économiques, mais ce qu'il faut savoir faire, c'est préparer la « troisième génération » des organisations internationales. La première était la Société des Nations, la seconde, les Nations Unies. Cette nouvelle ONU devra intégrer, à côté des États-nations, les acteurs non étatiques. On est bien sûr en présence de problèmes techniques : selon quel critère les sélectionner ? Quel statut leur conférer ? Comment comptabiliser leurs voix ? Faut-il pondérer ces voix... ? Autant de questions auxquelles il faudra répondre si l'on veut une troisième génération d'organisations internationales. Il faut se dire que, si on n'arrive pas à obtenir la participation des acteurs non étatiques, on n'arrivera pas à obtenir l'appui réel de l'État-nation. Parce que l'État-nation est de plus en plus faible et n'a plus les moyens de convaincre son opinion publique qu'il faut s'intéresser aux affaires internationales. Ce sont les acteurs non étatiques, ce sont les maires des grandes villes, ce sont les organisations non gouvernementales, ce sont les universités, ce seront des sociétés savantes, les parlementaires, qui pourront réanimer les organisations internationales. Il faudra des internationales des partis politiques, des internationales des sociétés savantes, des grandes villes, des parlementaires. J'ajouterais que ces organisations devront jouir d'une indépendance financière. Il faut qu'elles aient la possibilité d'avoir des revenus qui leur soient propres à travers des taxes transnationales et un budget qui soit indépendant. Tant qu'elles sont à la merci des contributions financières des États, elles ne pourront pas assurer leurs responsabilités mondiales. On peut imaginer un système hybride : la contribution des États à côté d'un revenu obtenu par une sorte d'impôt mondial. Ceci existe ; l'OMPI (Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle) a ses

propres finances. Il y a beaucoup d'organisations, dont on ne parle pas, qui ont leurs propres moyens financiers.

YB: Oui, mais si je peux vous interrompre sur l'OMPI, le résultat n'est pas parfait : les États réduisent leur contribution pour que l'OMPI reste dans un programme de travail qu'ils contrôlent.

BBG: Je suis d'accord et je ne veux pas sous-estimer toutes les difficultés que nous aurons à créer cette troisième génération d'organisations internationales.

YB: Je suis d'accord mais une troisième génération ne se fera pas s'il n'y a pas d'accord des États sur cette réforme.

BBG: Ah ! Certainement pas. Ensuite, vous avez ce problème qui est lié à cette nouvelle génération. Vous avez besoin de former des diplomates spécialisés dans le règlement des conflits. Dans les opérations de crise, que ce soit de guerre civile ou même de crise interne, nous avons peu d'experts. Ce ne sont pas les casques bleus, aujourd'hui, qui vont résoudre vos problèmes. Vous avez besoin d'une nouvelle catégorie de policiers internationaux – il est beaucoup plus difficile d'obtenir des policiers que d'obtenir des casques bleus, parce que le policier doit posséder la langue du pays où il va opérer. Le casque bleu, lui, fait partie d'une force d'interposition qui n'aura que peu de contacts avec la population. Vous avez besoin de spécialistes qui n'existent pas : des spécialistes qui sachent faire de la planification, qui sachent éviter « une catastrophe dans la catastrophe », qui sachent gérer les conflits entre les différentes agences spécialisées et les différentes organisations non gouvernementales. Vous avez besoin de spécialistes et tout change quand vous avez un bon diplomate spécialiste ou quand vous avez un diplomate incompetent. J'ai participé à la création de plusieurs opérations de maintien de la paix

; tout dépendait du chef. Si vous tombiez sur un diplomate de carrière ayant autorité et imagination, il était possible, sur le terrain, de surmonter les difficultés de coordination. Et le problème est que s'il est relativement facile d'obtenir des casques bleus, il est beaucoup plus difficile d'obtenir de bons policiers, il est beaucoup plus difficile de trouver de bons administrateurs, des administrateurs qui ne s'improvisent pas, qui savent exactement comment superviser des élections, qui savent comment réinstaller des réfugiés, qui savent ce qu'il faut faire dans le domaine de la rééducation. Je suis membre du conseil d'administration du « Center for International Health and Cooperation » créé par Kevin Cahill dans lequel on forme des spécialistes pour les opérations de maintien de la paix. Les réfugiés ont besoin de soins particuliers. Vous avez des gens qui ont perdu leur métier, leur maison, des femmes qui ont été violées : vous avez besoin d'une équipe de psychanalystes. Vous allez avoir des pandémies qui vont se répandre dans les camps : vous avez besoin de médecins formés au terrain, comme les médecins militaires.

Ainsi, dans le de la réforme des organisations internationales, il y a une sous-rubrique extrêmement importante qui est la formation des techniciens qui vont participer aux opérations de maintien de la paix. C'est un nouveau métier. Vous ne pouvez pas improviser. Vous ne pouvez pas choisir un diplomate et lui demander d'aller gérer un référendum au Sahara occidental. Quelqu'un qui doit posséder les langues, qui doit connaître les mœurs ; c'est exactement l'officier colonial, dans le temps ! En France, vous aviez des écoles spécialisées pour la formation des administrateurs des colonies.

YB: L'École de la France d'Outremer.

BBG: Outremer, ce mot a été inventé beaucoup plus tard, quand on n'a plus voulu employer le mot colonial.

YB: C'était l'École coloniale, au début.

BBG: Vous avez besoin de ces spécialistes qui eux sont essentiels pour régler les conflits et consolider la paix.

Enfin, vous avez un autre grand problème, celui de la préservation de notre patrimoine. C'est le problème de l'environnement mais qui doit être pris au sens large. Il ne s'agit pas seulement de l'environnement physique, il ne s'agit pas seulement de la biodiversité, de la protection des plantes, de la protection animale. Il s'agit aussi - c'est un des objectifs de l'Organisation Internationale de la Francophonie - de la préservation des cultures. Parce que si les civilisations peuvent mourir, les langues peuvent mourir, et les valeurs qui sont attachées aux langues peuvent mourir. Vous risquez une uniformisation de la planète et l'appauvrissement de notre patrimoine culturel.

Le plurilinguisme est aussi important pour établir la démocratie internationale que le multipartisme l'est pour la démocratie nationale. C'est cette diversité culturelle, c'est ce plurilinguisme qu'il faut protéger, dans la mesure où il va vous permettre d'institutionnaliser un dialogue planétaire. Sinon, si vous avez un système uniformisé, dans lequel tout le monde mange le même sandwich, parle la même langue, porte le même costume..., vous risquez aussi de voir s'établir un régime autoritaire. C'est cette diversité des idées, des opinions politiques qui a donné naissance aux démocraties occidentales. Vous avez besoin de cette diversité culturelle, de ce plurilinguisme. Ce plurilinguisme et cette diversité culturelle sont importants pour développer la culture de la paix. Je ne peux définir les éléments de cette culture de la paix mais

il est certain que quelqu'un qui possède plusieurs langues, que quelqu'un qui a été habitué à fréquenter différents groupes ethniques, linguistiques, a une meilleure capacité de comprendre l'autre. Il devient un spécialiste, un catalyseur. Cela touche un peu à la diplomatie mais c'est une nouvelle diplomatie. Ainsi, ce plurilinguisme vous donne une formation qui vous permettra de développer la culture de la paix. Si bien que quand je défends la diversité culturelle, je défends le patrimoine culturel de l'humanité. On a besoin de protéger les civilisations parce que, comme le dit Paul Valéry, les civilisations sont mortelles. Nous avons vu la civilisation égyptienne - si Champolion n'avait pas découvert la pierre de Rosette, cette civilisation serait morte ; il ne resterait que des monuments de pierre. Par ailleurs, le plurilinguisme, la diversité culturelle vont servir d'infrastructure à la démocratisation des rapports internationaux, et enfin, cette diversité culturelle et ce plurilinguisme vont développer chez le citoyen une ouverture sur le monde extérieur.

La mondialisation peut provoquer deux réactions. La première est la peur, le repli sur soi - on retourne au clocher : « Je ne veux rien avoir à faire avec ces nègres qui s'entretuent au Rwanda, je ne veux rien avoir à faire avec ces fanatiques musulmans qui pratiquent l'excision des femmes, etc. » Une seconde réaction, plus généreuse, plus ouverte, est de dire : « J'appartiens à cette planète, j'appartiens à l'une de ces différentes civilisations et le fait de savoir engager un dialogue avec les autres, m'aidera à promouvoir une culture de la paix, une culture de la solidarité qui m'encouragera à m'intéresser aux orphelins qui se trouvent au Bangladesh ou aux enfants atteints du sida. » Mais il faut comprendre et connaître les sociétés dans lesquelles vivent ceux que l'on veut aider sinon que d'erreurs on commet ! Par exemple, quand on dit qu'il faut interdire le travail des enfants ; c'est une erreur de l'idéaliste occidental

qui ne comprend rien à la réalité du Tiers-Monde : ils seront dix fois plus pauvres sans travail. Sur ce problème, je peux vous raconter des histoires jusqu'à demain. Quand j'étais ministre des Affaires étrangères, je voyais arriver ces représentants d'Amnesty International ou ces messieurs scandinaves aux yeux bleus et qui venaient d'un autre monde, qui ne connaissaient pas la réalité de cette partie du monde. Je vous dirai autre chose pour être tout à fait honnête et objectif, que si je passe six mois dans le monde riche, je marginalise les problèmes du monde pauvre. Six mois me suffisent pour me les faire oublier, à moi qui ai vécu dans le monde pauvre et qui ai consacré ma vie aux problèmes du monde pauvre. Mais croyez-moi, quand vous vivez dans le monde pauvre vous développez une certaine sensibilité. Je pense qu'il est plus facile de vivre pauvre parmi les riches que de vivre riche parmi les pauvres.

Vous avez ainsi besoin d'un effort continu, d'une imagination alerte pour comprendre l'immense misère du Tiers-Monde, comment résoudre ses problèmes. Vous savez, le Tiers-Monde, ce n'est pas seulement la pauvreté, c'est aussi la guerre. Le jour où vous avez la guerre civile au Kosovo, le Kosovo devient le Tiers-Monde, une guerre civile en Yougoslavie et la Yougoslavie devient le Tiers-Monde. Le jour où vous imposez des sanctions à un pays comme l'Irak, qui était un pays assez avancé, celui-ci devient un pays du Tiers-Monde. Ainsi, le Nord et le Sud, ce n'est pas tellement une division géographique, parce que vous avez, aujourd'hui, au Nord des populations qui sont très sous-développées, très marginalisées, comme vous avez au Sud des populations qui vivent dans une aisance occidentale.

Voilà mes cinq messages, ou mes quatre messages.

YB: Cinq : l'importance de l'international, la nécessité de savoir dire non, la division Nord-Sud, les institutions internationales de la troisième génération, la diversité culturelle.

À propos du monopole de la grande puissance, que vous avez évoqué, ne voyez-vous aucun rôle à l'Europe ?

BBG: Non, pas pour le moment. Par contre, la Chine sera appelée à jouer un grand rôle. Je vais régulièrement, chaque année, en Chine mais comme ils ont cinq mille ans ou six mille ans de civilisation, ils ne sont pas pressés. Donc, ils attendent. Vous avez le même raisonnement en Inde. J'ai eu souvent des discussions avec des responsables indiens. – « Nous attendons de nous développer. » Il faut regarder ce qu'ils ont comme développement aujourd'hui : Swissair fait sa comptabilité à Bombay, l'Allemagne va offrir vingt mille postes d'informaticiens aux Indiens, les Américains vont faire la même chose. Ils ont adopté la formule des îlots de progrès dans une mer de misère.

YB: Singapour les aide pour cela.

BBG: Singapour est un micro-état, donc vous ne pouvez pas parler de Singapour.

YB: Oui, mais ils aident à mettre en pratique cette idée. Singapour a des coopérations avec l'Inde et la Chine sur la création de zones développées, ou plutôt, comme vous venez de le dire, d'îlots développés.

BBG: Ils font des micro-états au sein de l'État indien et vous allez avoir à peu près cent millions d'Indiens qui vont appartenir à ces îlots et les autres neuf cent millions qui risquent de naître dans la rue et de mourir dans la rue. Si vous voulez essayer de faire progresser tout ce monde, vous ne vous en sortirez pas ; alors, au moins, on s'attache à établir certains îlots de prospérité pour pouvoir, à travers eux, jouer un rôle à l'échelle internationale.

YB: C'est intéressant, mais pourquoi l'Europe n'a-t-elle pas la capacité ou le ressort ou la volonté de jouer un rôle ? Est-elle déjà trop inféodée aux États-Unis ?

BBG: L'Europe est affligée d'une certaine résignation. L'Europe vit la fin de son hégémonie mondiale, la fin de ses grands empires. Aux Nations Unies, les Européens ne parlent pas ; ils auraient des occasions de dire non à l'hégémonie américaine mais ils préfèrent l'accepter. Il y a une résignation. À partir du moment où vous avez cette attitude, à partir du moment où l'influence des États-Unis est dominante en Europe, même si l'Europe parvient à s'unir, elle restera inféodée à la super puissance. D'ailleurs, l'Amérique a une politique très habile et l'ambition de gérer la planète. La Chine, par contre, a un avantage que n'a pas l'Europe : c'est un milliard d'habitants qui parlent la même langue, qui ont la même tradition, qui ont la même élite et qui ne se sentent aucune reconnaissance, ni à l'Europe, ni à d'autres, au contraire. Donc la Chine va compter et peut-être l'Inde et peut-être la Russie, dans dix ans ou vingt ans. Pourquoi dis-je la Russie ? Parce que, ne l'oubliez pas, les troupes allemandes étaient, en 1943-44, aux portes de Moscou et la Russie est arrivée à se ressaisir.

YB: Sous Napoléon aussi.

BBG: Les troupes russes occupaient Paris en 1870 ; on oublie cela ! Ils ont une vision œcuménique du monde. À l'époque du tzar, la première convention de La Haye, en 1899, est un projet russe. Ils ont ce désir de jouer un rôle à l'échelle planétaire. Je reviens ici à un élément très particulier : quels sont les États qui s'intéressent à la politique étrangère et pourquoi s'intéressent-ils à la politique étrangère ? Je n'ai pas su trouver de réponse ; chaque État a sa propre spécificité. Un pays isolé comme l'Australie veut jouer un rôle en politique étrangère. Un pays qui tout d'un coup a un chef charismatique et ambitieux veut jouer un rôle : la Yougoslavie, de septembre 1961, premier sommet des Non-alignés, jusqu'en 1981, la mort de Tito, joue le rôle d'une grande puissance. Et pourtant, qu'est-ce que c'est que la Yougoslavie aujourd'hui ? Malte,

à un certain moment, a voulu jouer un rôle. L'Égypte, à un certain moment, a joué un rôle international et ce pays pauvre, sous-développé, avec une population misérable, a créé le mouvement des Non-alignés, a participé au mouvement Afro-Asiatique, a dirigé la lutte anticoloniale ; Le Caire était le centre de tous les mouvements de libération du monde arabe et du monde africain.

YB: Oui, mais l'Égypte a aussi quatre mille ans de civilisation.

BBG: Certainement, mais je ne crois pas que ce soit seulement du fait de ces quatre mille ans de civilisation. Il faut une volonté politique.

Au moment du deux centième anniversaire de la Révolution française, ici à Paris, en 1989, l'Égypte, le Venezuela, avec Carlos Andrés Pérez, le Sénégal avec Abou Diouf et l'Inde avec Rajid Ghandi, ont créé le G4 qui voulait engager un dialogue d'égal à égal avec le G7. Ce projet ambitieux était soutenu par Mitterrand. Jacques Attali a joué un rôle important dans l'établissement de ce groupe d'États. Parmi le G7, le Canada n'était pas contre ce projet, tandis que l'Allemagne et le Japon le regardaient avec un certain étonnement. L'opposition la plus violente est venue de l'Angleterre et de l'Amérique : ils ont fait sauter cette entente. À la conférence des Non-alignés de Belgrade en 1989, la Yougoslavie a fait son entrée dans le groupe puis le Pérou a créé le G15 qui continue jusqu'à aujourd'hui, tandis que le G4 a disparu. Vous avez donc certains États, soit à cause du chef, soit à cause d'une position géopolitique particulière, soit à cause d'une conjoncture spéciale, qui peuvent jouer un rôle à l'échelle internationale. Moi, en tant que Secrétaire Général, j'ai essayé de pousser ces États pour promouvoir le multilatéralisme au sein des Nations Unies. J'ai été en Argentine parce que je voulais que l'Argentine préside le second sommet du Conseil de Sécurité. Le Président Menem

m'a dit : « Oui ! C'est une idée formidable » mais il n'a pas été capable de faire le suivi.

L'Angleterre avait organisé le premier sommet, en quatre semaines avec l'appui de l'Amérique.

On savait très bien qu'un des objectifs du sommet était d'aider le Premier Ministre du Royaume Uni dans ses prochaines élections !

YB: Nous étions partis de la question à savoir : quels pays vont jouer un rôle ? Vous avez nommé la Chine, l'Inde, la Russie. Dans le Tiers-Monde, la Chine, l'Inde, mais pas d'autres pays? Le Brésil n'existe pas ?

BBG: Non, je le croyais, je l'espérais mais je ne pense pas pour le moment. Il faut une tradition. Pour les intéresser à l'Afrique, j'ai poussé les Brésiliens à envoyer des troupes au Mozambique, en Angola, pays qui sont comme eux de langue portugaise. L'Amérique latine est comme une grande île, ne l'oubliez pas.

YB: Vous avez, semble-t-il, été rendu pessimiste par la réaction du clocher face au satellite. Mais les manifestations récentes contre l'OMC, au-delà des refus exprimés, se sont efforcées de proposer des alternatives.

BBG: Ces manifestations, c'est le satellite, ce n'est pas le repli identitaire. C'est le même phénomène. Le clocher c'est l'Afghanistan, le clocher c'est le micro-nationalisme, c'est le fondamentalisme musulman.

Je ne sais pas si je m'exprime bien. Ces manifestations sont contre la mondialisation ; c'est une contre mondialisation. Parce que c'est la société civile internationale qui est mobilisée. Ce ne sont pas seulement des Américains, des Européens, ce sont des ONG qui, par définition, s'intéressent aux affaires internationales. A partir du moment où elles s'intéressent aux affaires internationales, c'est une forme de mondialisation.

YB: Oui, mais c'est ce que vous souhaitez.

BBG: Oui, là, je suis d'accord. Pour moi, c'est le satellite, mais c'est un contre satellite, si vous voulez.

YB: J'ai accompagné récemment Stéphane Hessel, que vous avez certainement rencontré.

BBG: Je le connais bien, mais je ne l'ai pas vu depuis longtemps.

YB: Je l'ai accompagné au Mali et nous avons visité des villages où les paysans ont compris que la Banque Mondiale veut démanteler la filière coton du pays parce qu'elle est contrôlée par l'État. La Banque veut la privatiser. Les paysans ne le veulent pas. Ils ont conscience que leur situation dépend à la fois du marché et d'institutions internationales comme la Banque.

BBG: Oui, mais ils sont incapables de pouvoir mobiliser leur gouvernement et leur gouvernement est incapable de pouvoir mobiliser d'autres gouvernements. C'est comme quelqu'un qui se rend compte d'un problème mais ne sait pas ce qu'il faut faire.

YB: Oui, mais c'est un début.

BBG: Si vous voulez. Je suis d'accord.

YB: Votre premier point était de dire qu'il faut intéresser les opinions publiques et amener les gouvernements à s'intéresser aux affaires internationales.

BBG: C'est juste ! C'est tout à fait juste. Vous m'avez donné cet exemple. Mais ce ne sont pas les malheureux paysans du Mali et ce n'est pas le Mali qui vont pouvoir jouer.

YB: Parmi les thèmes de préoccupations des Nations Unies, vous n'avez pas parlé du vieillissement de la population.

BBG: Je pense que c'est un problème marginal. Je ne veux pas sous-estimer le problème des retraites, mais le vieillissement de la population a lieu dans une partie du monde seulement. Le grand effort que nous devons tous faire, c'est de trouver comment nous dégager de notre eurocentrisme. Nous avons été formés ainsi, nous avons été éduqués ainsi, nous en avons appris le langage et il faut tout le temps nous retremper dans la misère du Tiers-Monde ou dans les crises du Tiers-Monde pour pouvoir nous dégager de notre eurocentrisme. C'est pour cela que je vais chaque année en Chine, quand j'en ai l'occasion. Sinon, vous ne vous en sortez pas. Vous allez tout voir à travers le *Herald Tribune*, à travers *Le Monde*, à travers des journaux arabes qui reprennent les analyses des journaux européens. Je raconte que j'ai été en Chine une semaine après la mort accidentelle de la princesse Diana en compagnie de Monsieur Al Fayed, à Paris. Quand je suis arrivé en Chine, cela n'existait pas. Toute l'Europe vibrait pour la mort tragique de la princesse. L'Angleterre lui a fait des funérailles grandioses. On voyait les fleurs qu'on déposait, les pèlerinages qui avaient lieu autour de ce souterrain. En Chine, rien ; cet événement n'existait pas.

YB: À ce propos, il y a eu des tentatives de développer des agences de presse mondiales pour avoir une information un peu plus équilibrée

BBG: Oui. Mais elles ont échoué. Ce que dans le langage français on nomme exception culturelle, et qui, en fait, est la diversité culturelle, doit être pris au sens très profond du terme : c'est le seul moyen d'arrêter l'uniformisation du monde. Je ne dis pas que vous allez empêcher que Coca-Cola ne devienne la boisson préférée des Chinois. Un de mes amis disait que nous devons lutter contre le tout Coca-cola et le tout ayatollah. Il faut revenir à certaines sources,

revenir au clocher, tout en faisant très attention que ce ne soit pas un repli. On me demande si je suis pour les langues régionales en France. Je dis : « Oui, pourquoi pas ? De quoi avez-vous peur ? »

YB: Et l'UNESCO, ne peut-elle jouer aucun rôle ? Vous y avez une activité.

BBG: Je préside la commission Démocratie et Développement, qui est très intéressante. On est en train de publier le Verbatim de ces discussions qui sont d'un très haut niveau. Vous aviez une pléiade d'experts internationaux qui appartiennent à toutes les parties du monde. Cette équipe avait des éclairs de génie et nous a fait voir des étoiles en plein jour !

Qu'est-ce que l'UNESCO ? Quand j'ai demandé quel est son budget, on s'est fâché. On m'a dit : « Jésus-Christ n'avait pas besoin de radio ni de relations publiques, Mahomet non plus. » Je réponds : « Mais écoutez ! Jésus-Christ, ça se passait il y a deux mille ans. Aujourd'hui, si vous n'avez pas un budget d'un milliard de dollars, si vous n'avez pas de spécialistes en relations publiques, vous n'arriverez pas à vendre vos lames de rasoirs, vous n'arriverez pas à vendre Coca-Cola. Ce sont des empires. » L'UNESCO est un laboratoire d'idées, si vous voulez, mais c'est tout petit. Elle a un budget moindre que celui de certaines fondations américaines. Elle a le prestige, ce qui est déjà important. Elle a une valeur morale et politique : c'est comme les Nations Unies.

YB: Vous avez été à des réunions du G7.

BBG: Une seule, celle de Lyon. C'est Chirac qui nous a invités.

YB: Vous y aviez fait un plaidoyer pour l'Afrique. Le G7, est-il important ?

BBG: On a dit que le G7 pourrait remplacer le Conseil de Sécurité, que le G7 va devenir le nouveau directoire de la planète. Je ne le crois pas, parce que, voyez-vous, ce qu'on finit par

découvrir, c'est que tout est tellement imbriqué que ce n'est pas à travers l'économie seulement que l'on va résoudre certains problèmes. Vous avez le problème des confrontations militaires. Vous avez actuellement une vingtaine de guerres.

YB: Ce sont des guerres nouvelles ; beaucoup sont des guerres civiles.

BBG: Cette distinction guerre internationale / guerre civile reflète certainement des spécificités différentes et il y a toute une littérature à ce sujet. Mais en fin de compte, il y a deux armées qui s'entre-tuent, et on tue des femmes et des enfants, on rase des villages. Que ce soient deux tribus différentes ou deux nations différentes ! La preuve en est la Yougoslavie : c'était une guerre civile au début qui est devenue une guerre internationale quand la Fédération yougoslave a éclaté. Quelle différence y a-t-il entre avant et après l'éclatement de la Yougoslavie pour les populations concernées ?

YB: Ça a tout de même changé.

BBG: Ça a changé pour plusieurs choses. D'abord une intervention devient plus difficile. Ensuite, le gouvernement disparaît. De plus, les combattants ne connaissent pas le droit humanitaire. Le phénomène nouveau est la disparition de l'État. Un État est composé d'un gouvernement, d'un peuple et d'un territoire. Quand le gouvernement disparaît, il n'y a plus d'État. Il n'y a pas d'État en Somalie depuis vingt ans. Nous revenons à avant le Traité de Westphalie : il n'y a plus un État-Nation. C'est un régime féodal où il y a quarante seigneurs féodaux, avec chacun un petit territoire. Donc l'État a disparu. Que faire avec un pays dont l'État a disparu ? Que faire avec les talibans qui ne connaissaient pas l'existence de la charte des Nations Unies ? Quand Murrack Goulding est allé là-bas, ils ne savaient pas qu'il y avait une charte des Nations Unies. Alors, comment voulez-vous discuter dans ces cas ?

YB: C'est justement ce qu'il y a de nouveau.

BBG: Oui, mais d'un point de vue intrinsèque, c'est une confrontation militaire avec des morts de part et d'autre, et le développement est arrêté et la démocratie est détruite. Vous ne pouvez pas avoir de démocratie quand il y a une guerre, vous ne pouvez pas avoir de développement quand il y a une guerre. Si bien que le préalable à tout développement, c'est la paix. Dans toutes les discussions que nous faisons, il faut donner une priorité à la paix. Je vous dirai que c'est plus important, et là je risque de me faire écharper, c'est plus important que la justice. Parce que - je le disais à Robert Badinter- la miséricorde est plus importante que la justice -ce qui l'a laissé rêveur. Quand on a établi la Commission de la vérité au Salvador, c'était pour éviter la justice. On voulait savoir qui a commis les crimes pour que ce soit fini, qu'on n'en parle plus : on sait qui a tué Untel, que la brigade de la mort était dirigée par le capitaine Untel. Au capitaine Untel on demande de quitter l'armée et de ne plus faire la police mais il n'est pas puni. C'est la réconciliation. Alors ? Si on l'avait condamné lourdement, il aurait pu y avoir un coup d'état ; ce capitaine Untel aurait peut-être repris le pouvoir et on aurait recommencé une nouvelle guerre. Je vous le dis, la paix, c'est la priorité la plus importante, parce qu'il n'y a ni développement, ni démocratie, ni progrès, ni rien, s'il y a une guerre.

YB: L'Afrique du Sud a donné un bel exemple.

BBG: Oui, Desmond Tutu nous a donné une bonne leçon : on n'a pas emprisonné tous les responsables des crimes de l'apartheid. Cela a eu lieu d'une façon plus impérative en Argentine, au Chili, dans certaines républiques d'Amérique latine. Cela a eu lieu notamment au Guatemala : le 29 décembre 1996, je suis allé signer l'accord de paix, là-bas, deux jours avant mon départ des Nations Unies. Ma première opération avait été l'accord de Chapultepec, au

Mexique, pour le maintien de la paix au Salvador, le 15 janvier 1991, soit quinze jours seulement après mon arrivée, et ma dernière opération était au Guatemala. L'Amérique latine, c'est pour moi le Tiers Monde.

YB: Et la Francophonie ? Pour vous, est-ce un instrument ?

BBG: J'ai fait de la Francophonie une organisation internationale ; la Francophonie est un cadre qui m'offre la possibilité de maintenir le dialogue Nord-Sud à travers cette communauté culturelle et politique. Il est intéressant de constater comme l'Union Européenne n'est pas favorable aux communautés linguistiques et culturelles en Afrique qui sont perçues comme néocolonialistes. Les responsables de l'aide au Tiers Monde n'ont rien compris aux problèmes africains. Aujourd'hui, que ce soit l'Angola ou le Mozambique ou Cape Verde, ces pays disent aux Portugais : « Revenez, venez nous aider ; vous possédez notre langue, vous connaissez nos institutions, nos qualités et nos défauts. » Ils n'ont pas peur du pseudo néocolonialisme. Ils craignent bien plus le néocolonialisme international : les conditionnalités imposées par l'Union Européenne ou la Banque interafricaine.

Depuis deux ans, je m'occupe des affaires du Togo, à qui l'Union Européenne reproche des violations des droits de l'Homme, des élections non démocratiques. Le Togo étant le pays le plus faible, le plus petit, on ne craint pas d'en faire un exemple. On n'ose rien dire contre l'Arabie Saoudite ni contre d'autres pays. Mais au Togo, l'Union Européenne n'hésite pas à arrêter l'aide économique. Le Togo est puni. Comment voulez-vous que de tels pays puissent se démocratiser si vous leur imposez des sanctions économiques qui touchent la population ? Le Président Eyadema me dit : « Je ne ferai pas d'élections », et il ajoute : « J'ai un peuple qui est affamé. L'opposition va lui dire : Faites partir le Président Eyadema et on va vous donner une aide

financière. Alors, je perds les élections. Je ne vais pas les faire ». C'est le Président Buyoya, du Burundi, qui nous disait :

« Vous me parlez de démocratiser mon pays, mais aidez-moi d'abord et je pourrais démocratiser ensuite. » - « Non ! » disait-on : « Uniquement après avoir démocratisé, vous aurez de l'argent. »

C'est un cercle vicieux. Qu'est-ce qui est le plus important ? Développement ou démocratie ? Est-ce que vous pouvez réaliser et achever en même temps, paix, développement et démocratie ? Dans certains cas, cela peut marcher. Au Mozambique, on a fait la paix, on a établi un régime démocratique et l'on s'est consacré au développement. C'est la démocratie qui nous a aidé à achever la paix à travers des élections. Dans d'autres cas, cela ne marche pas, tout le processus s'écroule. Vous avez besoin d'abord de la paix ; vous avez besoin ensuite d'une étape qui serait consacré au développement et dans une étape ultérieure vous allez établir la démocratie. Je vous dirai que c'est à chaque État de choisir les priorités qui conviennent le mieux à sa situation. Il est à même de mieux connaître ce qui est préférable dans sa situation. C'est comme pour les crimes commis pendant la guerre : faut-il utiliser la justice internationale (tribunal d'Arusha) ou une commission de la vérité (exemple du Salvador) ? Je vous réponds que c'est à l'État de décider. C'est le Salvador qui a opté pour une commission de la vérité. C'est l'Afrique du Sud qui a décidé en faveur de la Commission Vérité et Réconciliation.

YB: Pourquoi l'Occident cherche-t-il à imposer les tribunaux ? Parce que c'est sa culture?

BBG: C'est la tradition judéo-chrétienne : œil pour œil, dent pour dent. C'est à travers la punition qu'on va obtenir la rédemption. C'est la séparation des pouvoirs ; c'est le judiciaire qui est indépendant ; il faut que certains crimes ne puissent pas être commis de nouveau. Mais

pensez-vous que le général qui est sur le front et qui est prêt à se faire tuer va se dire : « Je dois faire attention parce qu'il y a un tribunal qui va me condamner, si jamais je ne respecte pas certaines règles humanitaires. » Il n'y pense même pas à ce moment ! C'est une déformation de juriste. Je ne suis pas contre le juridisme, entendons-nous bien. Avec ma formation de juriste, je suis beaucoup plus enclin à avoir un tribunal qu'une commission de conciliation, ou une commission de vérité comme on l'appelle. Mais laissez les États qui ont leurs propres problèmes, qui connaissent mieux que quiconque les dessous des affaires ; laissez-les trouver les solutions qui conviennent le mieux à la réconciliation nationale.

YB: C'est vous qui avez eu l'idée pour le Salvador, qui l'avez poussée. Vous l'avez suggérée ? Comment cela s'est-il passé ?

BBG: Non. Je dois avouer que tout a été arrangé par mon prédécesseur, Javier Pérez de Cuéllar et moi, je suis arrivé et j'ai récolté les fruits. J'ai même dit dans mes mémoires, *Mes années dans la maison de verre*, que j'ai fini par croire que c'était moi qui avais fait la paix au Salvador alors, qu'en toute honnêteté, c'était Pérez de Cuéllar l'auteur de cette réconciliation nationale.

YB: Lors de vos voyages dans les pays francophones ou en Chine, votre vision d'une nouvelle organisation des Nations Unies où les différentes parties seraient mieux intégrées suscite-t-elle de l'intérêt ?

BBG: J'ai développé ces sujets dans une cinquantaine de conférences pendant ces six dernières années : conférences au Japon, conférences en Chine, conférence au Caire... À la commission de l'UNESCO, on me dit : « Monsieur, vous êtes un utopiste. » Alors je leur réponds : « L'utopie d'aujourd'hui sera la réalité de demain. » Ils sont sensibles à ce

raisonnement. L'État-nation est comme une peau de chagrin, il devient de plus en plus petit et le pouvoir disparaît et va à une autorité supérieure. Alors, à quoi sert de développer la démocratie nationale si, à l'échelle internationale, vous n'avez pas de démocratie ? Ce sont deux choses différentes. D'accord, mais il y a certaines règles, certains principes de base qui seront réadaptés à l'échelle planétaire. La démocratie, c'est de faire partager le pouvoir, c'est d'avoir un contre-pouvoir. Or, si à l'échelle internationale, il y a un pouvoir qui n'a pas de contre-pouvoir, un pouvoir absolu gère sans l'état de droit, alors c'est extrêmement dangereux ! Comment expliquez-vous cette contradiction entre une démocratie nationale et un système non démocratique, un système autoritaire à l'échelle internationale ?

YB: Vous avez dit que vous avez transformé la Francophonie en une Organisation internationale. Qu'est-ce que cela veut dire ?

BBG: Au début, c'était une organisation qui ne s'occupait que d'assistance culturelle et technique. Cela s'appelait l'ACCT ; on n'osait même pas prononcer le mot « francophonie ». Depuis le sommet de Hanoi, le secrétaire général est l'ancien secrétaire des Nations Unies, il a donc un certain poids. Nous nous occupons de coopération économique : nous avons tenu une conférence des ministres des finances et de l'économie à Monaco. Nous nous occupons de coopération politique : nous avons adopté la déclaration de Bamako pour promouvoir la démocratie et le respect des droits de l'Homme. Nous intervenons même dans les affaires intérieures à la demande des États. Ainsi, nous gérons un dialogue entre les partis de la mouvance présidentielle d'Eyadema et les partis d'opposition. Nous nous occupons de la crise comorienne, de la guerre civile au Burundi, nous avons aidé au bon déroulement de plus de quarante élections législatives et

présidentielles, nous avons tenu des réunions des ministres de la justice, des réunions des présidents des cours constitutionnelles. Nous avons une action politique à côté de notre action culturelle et économique, nous contribuons ainsi à la bonne « gouvernance » dans les pays francophones du Sud.

YB: Vous avez employé plusieurs fois le mot « gouvernance ».

BBG: Faute de mieux !

YB: Ce n'est pas pour chicaner sur le mot. Dans le domaine économique, une des grandes faiblesses des Nations Unie a été de ne pas avoir élaboré ce concept et d'avoir laissé, sur ce thème, le monopole aux organisations de Bretton Woods. Le mot s'est répandu à travers Bretton Woods.

BBG: Vous savez que quand j'ai voulu pousser le département des affaires politiques à faire de l'assistance électorale, les fonctionnaires étaient bien réfractaires. Et c'est moi qui les y ai forcés. Une opération d'assistance électorale menée pour estimer si les élections se sont bien passées ou mal passées n'est pas importante ; il faut travailler en amont, c'est-à-dire éduquer l'opinion publique en disant : « Vous devez voter, voilà les avantages du vote. » Une fois que le vote est terminé, vous devez opérer en aval parce que les partis qui ont perdu vont vouloir retourner dans la brousse et faire de l'agitation ou encore ils vont refuser de siéger au parlement et tout le travail que vous avez fait tombe à l'eau. Vous avez donc besoin d'un facilitateur qui va leur dire : « Vous devez rester parce que si vous restez au Parlement, si vous participez à la vie publique, vous avez des chances de revenir au pouvoir lors de prochaines élections. » C'est tout un travail d'éducation si vous arrivez à aider à la formation de juges, si vous arrivez à aider à l'amélioration de l'administration pour contribuer à la bonne gouvernance.

YB: C'était très similaire à la CNUCED. Je me rappelle bien de discussions internes à la CNUCED où on m'avait répondu - quand j'avais dit qu'il fallait quand même s'occuper de la manière dont sont gérées les économies nationales -on m'avait répondu : « On n'est pas là pour ça ; on est là uniquement pour s'occuper des conditions extérieures. »

BBG: Mais c'est l'attitude des Nations Unies. Nous n'avons pas le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un État ! Mais ceci est fini à partir du moment où nous faisons de l'humanitaire, où nous défendons les droits de l'Homme et les libertés fondamentales. Où est la faiblesse de ce type d'action ? C'est qu'elle a lieu d'une façon très sélective, très discriminatoire : dans certains pays, elle a lieu, pour d'autres, elle n'a pas lieu; alors cela perd toute sa valeur.

YB: Plus tôt, vous parliez des grands États qui jouent un rôle. Il y a un tout petit État, Malte.

BBG: Malte s'est occupé à un certain moment du droit de la mer et a beaucoup fait. Vous avez le Costa Rica qui, à un certain moment, voulait jouer un rôle. Il disait : « Je n'ai pas d'armée. » Vous avez le Président du Venezuela, en 1992. J'ai fait avec lui le voyage New York-Berlin pour l'enterrement de Willy Brandt. Nous avons donc voyagé ensemble 10 heures à l'aller et 10 heures au retour. Nous sommes partis le matin et repartis l'après midi. Pendant l'aller et le retour, il ne m'a parlé que de politique internationale. C'était un mordu de politique internationale. C'est lui qui a reçu le Père Aristide ; c'est lui qu'on a accusé d'avoir gaspillé les fonds secrets pour assister les pays d'Amérique Centrale en quête de solutions pacifiques de leurs différents. L'Australie s'intéresse à la politique internationale parce qu'elle est isolée. Le Canada s'y intéresse parce qu'il est trop près des États-Unis et qu'il veut maintenir son indépendance. Donc, cela dépend. Certains pays, tout d'un coup, sont très intéressés par la

politique internationale à certaines périodes et à d'autres périodes, ils ne s'y intéressent pas. L'Inde, du temps de Nehru, du temps d'Indira Ghandi a joué un rôle de leader en politique internationale et puis cela a disparu.

YB: Et la France ? A-t-elle encore des idées ?

BBG: La France, avec la cohabitation, perd la possibilité d'avoir une politique extérieure indépendante active et dynamique.

YB: En tant que français, vu de Genève, je suis assez triste !

BBG: D'abord, elle devient plus inféodée à l'hyper puissance. Pourquoi ? Parce qu'il suffit que l'hyper puissance appuie la « rive gauche » ou la « rive droite » pour que celle-ci ou celle-la ait plus de chance de gagner les élections. Donc, aussi bien la rive gauche que la rive droite vont avant tout éviter de mécontenter la super puissance. Le jour où l'une des deux rives monopolisera le pouvoir, elle pourra se permettre alors d'avoir une politique étrangère plus indépendante.

YB: Monsieur le Secrétaire Général, je vois que vos invités sont arrivés. Merci du temps que vous avez donné. Merci tout particulièrement d'avoir partagé votre vision du monde aujourd'hui.

INDEX

- Abbé de Saint-Pierre, 12
 Abou Dabi, United Arab Emirats, 16
 Accra, Ghana, 25
 Addis Ababa's Charter, 13
 Addis Ababa Summit (1963), 15
 Africa, 13, 20, 22, 28, 66
 and ambassador of the Arab League, 17
 and China symposium, 29
 and condominium treaty: England-Egypt-Sudan (1899) 18
 and decolonization, 15
 and International Socialist, 12
 and the Nile, 20-22, 26
 African Development Bank (AfDB), 22
 African International Socialist, 12
 Afro-Asian Movement, 11, 13-14, 65
 Agrarian reform, 6
 aid
 and its failure, 55-56
 and European Union, 66
 AIDS
 and the World Bank, 39
 and the WHO, 39
 and children, 61
 Akashi, Yasushi, 37
Al-Ahram, 7-8, 10, 13, 15-16, 33
Al-Siyassa al-Daouliya, 9
 Algeria, 3, 20, 56
 Ali, Méhémet, 1
 Al Kawakibi, Abdel Rhamad, 11
 Amnesty International, 62
 Andres Perez, carlos, 65
 Angola, 31, 66, 72
 anticolonialism, 3, 65
 anticommunism, 28
 anti-feudalism, 8
 Arab-African Summit, 12, 14-15
 Arab federalism, 3, 14
 Arab-Israeli conflict, 18-20
 Arab Nationalist Movement, 3
 Arab Socialist Union, 9-11
 Arab Socialist Union (ASU), 18
 Argentina, 35, 65, 71
 Asia, 21-22
 Asian-African Conference (Bandung, 1955), 14
 Assouan, Egypt, 21
 Assouan Dam, Egypt, 20-21
 Attali, Jacques, 65
 Australia, 64, 77
 Badawy Pacha, Abdel Habid, 12
 Badinter, Robert, 70
 Balkan Pact, 13
 Bamako Declaration, 75
 Bandung, Indonesia, 14
 Bangladesh, 61
 Begin, Menaheim, 49
 Beijing, China, 29
 Belgium, 28
 Benin, 25
 boat people, 56
 Boutros-Ghali, Boutros, publications:
 An Agenda for Democratization, 30, 37, 39
 An Agenda for Development, 30, 34, 39, 41
 An Agenda for Peace, 30, 31, 34, 39
 Anglo Yemeni Dispute, 7
 Mes années à la maison de verre, 30
 The Arab League : Ten Years of Struggle, 6
 Contribution à la théorie des des Alliances, 10
 Contribution à l'étude des ententes régionales
 (doctoral Thesis), 3, 4
 La Crise de la Ligue arabe dans l'Annuaire
 français de droit International, 13
 Egypt and the United Nations (collective work),
 14
 Le Gouvernement mondial, 14
 Le Mouvement afro-asiatique, 11
 Les organisations internationales, 11
 L'Organisation de l'Unité Africaine, 11
 Boutros-Ghali, Wassaf, 1, 7
 Brandt, Willy, 29, 77
 Brazzaville, Congo, 26
 Brazil, 66
 Bretton Woods institutions, 31, 45, 47, 75; *see also*
 International Monetary Fund, World Bank, *and*
 World Trade Organization
 Burundi, 72, 75
 Buyoya, Pierre, 72
 Chad, 56
 Cahil, Kevin, 59
 Cambodia, 37
 Camdessus, Michel, 45
 Cameroon, 25
 Canada, 65, 77
 Cape Verde, 72
 Carnegie Endowment, 6, 14
 Center for International Health and Cooperation, 59
 Charoubim, Michael, 1
 Chevarnadze, Edouard, 32
 child labor, 62
 Chile, 71
 China,, 63, 66, 74
 and atomic bomb, 12
 and population, 64
 and Security Council, 35
 China-Egypt Symposium, 29
 Chirac, Jacques, 69
 civil wars, 69
 and Yugoslavia, 70
 and Somalia, 70
 Coca-Cola, 68, 69
 cold peace, 48
 Cold War, 15, 34, 52, 56

- colonial era, 54
 - and France, 59
- Columbia University, 6-7
- Communism, 2, 7
- Comoran Crises, 75
- Congo, 31
- Costa Rica, 76
- Cot, Jean-Pierre, 18
- Cousteau, Jean-Pierre, 41
- Cuellar, Javier Perez, 74
- cultural and economic domination, 14
- cultural diversity, 61
- cultural patrimony, 61
- Dhlakama, Afonso, 36, 37
- Davos, Switzerland, 41
- Dayan, Moche, 48
- decolonization, 3,
 - and public opinion, 54
 - and the Arab world, 25
 - and Third World, 54
- decentralization, 35
- democracy, 35, 46, 53, 60, 71-72, 74
 - and International Relations, 30, 33
 - and the UN, 30, 33
- democratization, 28, 30
- development, 30-31, 71
 - and democracy, 72-73
 - and the Internet, 54, 55
- Diouf, Abou, 65
- disarmement, 13, 37
- Djibouti, 25
- Egypt, 1-4, 12, 14, 17-18, 22-23, 29, 32-33
 - and civilization, 59
 - and conflict with Israel, United Kingdom and France, 8
 - and French cooperation, 18
 - and teaty with Israel, 27-28
 - and political relations with Africa, 24, 26
 - and relations with Israel, 48-49
 - and relations with Sudan, 18, 56
 - and relations with NGOs, 18
 - and Syria, 8
 - and war defeat (1967), 11
 - Communist Party of, 10
- Egyptian Fund for Technical Cooperation with African Countries (EFTCA), 22
- Egyptian Revolutaion, 5
- Egyptian war (1967), 16
- Sadat, Anwar, 18-20, 24-25, 48
 - and speech to the Israeli Knesset, 19
- Elstine, Boris, 32
- Ethiopia, 21, 23
- Europe, 21-22, 47, 49
 - and commom market, 11
 - and relations with the U.S., 63-64
- European Union, 71-2
- Eyadema, Gal Gnassingbe, 72, 75
- Fall, Ibrahim, 41
- flexible response theory, 15-16
- France, 3, 10, 12
 - and American hegemony, 28
 - and immigration, 56
 - and political ideas, 77-78
 - and reconciliation with Germany, 47
 - and the UN, 51
- France-Africa Conference (Vittel, France), 24
- French Revolution, 65
- French Socialist Party, 11
- Group of 4 (G-4), 65
- Group of 7 (G-7), 65, 69
- Group of 15 (G-15), 60
- Germany, 47, 53, 63, 65
- Ghandi, Indira, 77
- Global Compact, 41
- global federalism, 3
- globalization, 37, 61
 - and China, 63
 - and protest, 37
 - and the U.S., 63, 66
- Gore, Al, 21
- Goulding, Marrack, 34, 42, 45
- Guatemala, 54
- Perez-Guerrero, Manuel, 16
- Gulf countries, 16
- Hamarskjöld, Dag, 31
- Haykal, Mohamed, 9
- Hessel, Stephan, 67
- Houphouet-Boigny, Felix, 30
- human rights, 40, 72, 75-76
- India, 20, 28, 63, 66, 77
- Inga Dam, Democratic Republic of the Congo, 21-22
- International Coalition*, 6, 13
- international conflicts, 13
- International Labour Organization (ILO), 40
- International Law Academy of La Haye, 5
- International Monetary Fund (IMF), 31, 45-46; see also Bretton Woods institutions, World Bank, and World Trade Organization
- International Organization of La Francophonie, 25, 40, 60, 71
 - and Egypt, 28
 - and Franco-African countries, 28
- International Socialist Organization, 12, 16
 - and Egypt, 18, 29
- Internet, 54
- Iraq, 62
- Islamic movement, 20
- Israel, 18, 20, 23, 28, 48
 - and relations with the UN, 44
- Istanbul, Turkey, 38
- Italy, 23-24
- Japan, 25, 28, 53, 55
- Kant, Emmanuel, 12
- Kenya, 23
- Khartoum, Sudan, 3

- Knittel, John, 5
 Koh, Tommy, 41
 Kosovo, 62
 Lagos, Nigeria, 25
 Latin America, 21, 27, 29, 66, 71
 Lebanese colonies, 56
 League of Arab States, 4, 11, 15, 20
 and its relations with the UN, 13
 and alliance with the Organization of African Unity, 3, 10, 12, 15
 League of Nations, 12, 57
 Lybia, 44
 macroeconomy, 38
 Mali, 39, 56, 67
 Malta, 76
Masr, 2
 Morocco, 6, 56
 Marxism, 54
 Mauriac, François, 6
 Mekong Project (dam), 21, 23
 Mexico, 28, 56
 microeconomy, 42
 Mitterand, François, 65
 Moussa, Amr, 29
 Mozambic, 31, 36, 53, 66, 72
 Myrdal, Gunnar, 34
 Nasser, Gamal Abdel, 9, 33
 and feudal families, 7
 nation-state, 57, 70, 74
 nationalism, 14
 Nehru, Jawaharlal, 77
 neocolonialism, 14, 54, 56, 72
 New York, N.Y., 6, 26
 Nicaragua, 54
 Non-Alignment Movement (NAM), 12, 14, 20, 65, 66
 nongovernmental organizations (NGOs), 29, 37, 38-40, 55, 66
 North-South relations, 10, 14, 15, 38, 54, 56, 62, 71
 Organization of African Unity (OAU), (now African Union (AU)), 11, 15, 20, 24
 and alliance with the League of Arab States, 3, 10, 12, 15
 and the UN, 13
 Organization of the Petroleum Exporting Countries (OPEC), 15-16
 Ouadi, Halfa, 3
 Panama Canal, 4
 Paris, France, 2-3, 6, 13, 64-65
Patrie, La, 5
 peace, 14, 30, 32, 70-72
 peacebuilding, 30-31, 34-36, 48
 peacekeeping, 25, 47, 53, 58-59
 plurilinguism, 60-61
 Political Sciences Institute, Paris, France 2, 4
Politique Internationale, 10, 13
 population ageing, 67
 Primakov, Evgueni, 32
 Princess Diana, 68
 private sector, 7
 refugees, 36, 59
 Republic of Singapore, 63
 Romania, 28
 Rousseau, Charles, 4
 Russia, 28, 32, 35, 64, 66
 Salvador, 31, 73
 Sarageldin, Ismail, 45
 Saudi Arabia, 72
 Scandinavia, 24
 Scelle, Georges, 2, 3
 Senegal, 12, 56
 Senghor, Leopold Sedar, 12
 Sinai, Egypt, 15
 slavery abolition, 46
 Social Democrat, 8
 Somalia, 31, 70
 South Africa, 71, 73
 and apartheid, 71
 Strong, Maurice, 41
 Sudan, 3, 20, 22
 Suez Canal, 4, 7, 25
 Takla, Bichara, 7
 Taliban, 70
 terrorism, 44
 Third World, 51, 53, 66, 68
 and the Internet, 55
 and Latin America, 71
 and war, 62
 Togo, 25, 72
 Tokyo, Japan, 38
 Treaty of Versailles, 47
 Treaty of Westphalia, 70
 Tunisia, 12, 56
 Tutu, Desmond, 71
 unemployment, 40
 United Kingdom (UK), 28, 65, 68
 and imperialism, 3
 UN reform, 30, 38, 57
 UN Administrative Committee on Coordination (ACC), (Now Chief Executive Board (CEB)), 39
 UN Charter, 70
 UN Commission on Sustainable Development (UNCSD), 41
 UN Conference on Environment and Development, Rio, Brazil (1992), 39
 UN Conference on Human Settlements Habitat II, Istanbul, Turkey (1996), 38-39
 UN Conference on Population and Development, Cairo, Egypt (1994), 39
 UN Conference on Trade and Development (UNCTAD), 16, 51, 76
 UN Development Programme (UNDP), 16
 UN Economic and Social Commission for Western Asia (ESCWA), 49
 UN Economic and Social Council

(ECOSOC), 45
UN Economic Commission for Africa
(UNECA), 23-24, 26
UN Economic Commission for Europe
(UNECE), 26, 34, 49
UN Educational, Scientific and Cultural
Organization (UNESCO), 68-69, 74
UN Fourth World Conference on
Women, Beijing, China (1995), 39
UN General Assembly, 25, 27, 34
UN World Summit on Social
Development, Copenhagen, Denmark (1995),
39
UN International Research and Training
Institute for the Advancement of Women
(INSTRAW), 51
UN Security Council, 25, 27, 31, 34, 38,
53, 57, 69
UN University (UNU), Tokyo, Japan,
38, 45
United States (U.S.), 24, 40
and education, 6
and Lybia, 44
and power, 52-53
and opposition to the G-4, 65
Senate of, 21
University of Cairo, 2, 4-5, 10
Undugu Group, 21
Valery, Paul, 61
Venezuela, 16, 65, 77
Victoria Lake, 21
Wafd Party (Egypt), 2
Washington, D.C., 39, 47
World Institute for Development Economics
Research (WIDER), 45
Wilson, John, 5
Winslow, Ann, 6
women, 40
World Bank, 23, 39, 45-46, 67
World Health Organization (WHO), 36
World Intellectual Property Organization (WIPO),
58
World Trade Organization (WTO), 45, 66
Yugoslavia, 20, 31, 54, 59, 62, 64, 70